

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Date de Publication : 28/06/2017

N° : 2017/26

**Les délibérations du Conseil de Territoire
du 27 mars 2017**

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/1

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Installation d'un nouveau Conseiller et vice-Président de Territoire de la commune de Peypin en remplacement de Monsieur Albert SALE

Suite à des élections anticipées au sein de la commune de Peypin, Monsieur Albert SALE, maire de la commune a été remplacé par Monsieur Jean-Marie LEONARDIS en date du 17 décembre 2016.

Par conséquent, il convient d'installer Monsieur Jean-Marie LEONARDIS, nouveau maire de la commune de Peypin en tant que Conseiller de Territoire et également en tant que Vice-président n°4 en remplacement de Monsieur Albert SALE.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Electoral ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CT4/230316/3 du Conseil de Territoire en date du 23 mars 2016 par laquelle Monsieur SALE avait été élu au poste de Vice-président n°4 ;
- L'élection de Monsieur Jean-Marie LEONARDIS au sein de la commune de Peypin en date du 17 décembre 2016.

Considérant

- Qu'il est nécessaire de remplacer le maire de la commune de Peypin au sein du Conseil de Territoire ;
- Qu'il convient de l'installer en tant que Vice-président au sein du Conseil de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'installer Monsieur Jean-Marie LEONARDIS, Maire de la commune de Peypin, au sein du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en remplacement de Monsieur Albert SALE.

Article 2 :

D'installer Monsieur Jean-Marie LEONARDIS en tant que vice-président n°4 du Conseil de Territoire en remplacement de Monsieur Albert SALE.

Article 3 :

De modifier, en conséquence, le tableau des conseillers de territoire comme suit en annexe de la présente délibération.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



**Conseil de Territoire
du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

TABLEAU DU CONSEIL DE TERRITOIRE
(art. L. 2121-1 du Code Général des Collectivités
Territoriales – CGCT)

L'ordre du tableau détermine le rang des membres du Conseil de Territoire. Après le Président, prennent rang, dans l'ordre du tableau, les Vice-Présidents puis les Conseillers de Territoire.

N° D'ORDRE et FONCTION (1)	QUALITE (M. ou Mme)	NOM ET PRÉNOM	Date de naissance	Date de la plus récente élection à la fonction	Suffrages obtenus (en chiffres)
P	Mme	BARTHELEMY Sylvia	21/03/1951	11/04/2014	43
VP N°1	M.	MESNARD Yves	23/06/1954	11/04/2014	48
VP N°2	M.	MINGAUD Pierre	12/06/1948	11/04/2014	39
VP N°3	M.	JULLIEN André	29/11/1945	11/04/2014	42
VP N°4	M.	LEONARDIS Jean-Marie	08/08/1956	27/03/2017	
VP N°5	M.	COULOMB Pierre	04/11/1939	11/04/2014	46
VP N°6	M.	DESTROST Bernard	28/09/1947	11/04/2014	44
VP N°7	M.	MARCENGO Rémi	27/01/1942	11/04/2014	42
VP N°8	M.	LAN Michel	07/10/1949	11/04/2014	44
VP N°9	M.	PEROTTINO Serge	22/12/1965	11/04/2014	41
VP N°10	M.	PIN Patrick	14/07/1956	11/04/2014	40
VP N°11	M.	ROUSSET Alain	30/05/1953	23/03/2016	40
VP N°12	Mme.	MIQUELLY Véronique	15/02/1971	23/03/2016	33
VP N°13	M.	GREGOIRE Alain	03/02/1943	11/04/2014	47
VP N°14	Mme	LEVASSEUR Jeannine	30/08/1949	11/04/2014	45
VP N°15	M.	MOURNAUD Léo	17/11/1944	11/04/2014	42
CT	Mme	VAICBOURDT Madeleine	07/07/1943	11/04/2014	

¹ Préciser : Président - P, Vice Président – VP (indiquer le numéro d'ordre du Vice Président) ou Conseiller de Territoire CT

N° D'ORDRE et FONCTION (1)	QUALITE (M. ou Mme)	NOM ET PRÉNOM	Date de naissance	Date de la plus récente élection à la fonction	Suffrages obtenus (en chiffres)
CT	M.	ARNOUX Patrick	16/07/1945	11/04/2014	
CT	M.	FONTAINE Daniel	22/11/1945	11/04/2014	
CT	Mme	GARCIA Danièle	12/03/1948	23/03/2016	
CT	Mme	MELIN Joëlle	26/03/1950	11/04/2014	
CT	Mme	PELLEN Patricia	28/06/1950	11/04/2014	
CT	Mme	MARCON Jocelyne	09/11/1950	11/04/2014	
CT	Mme	PETETIN Christiane	15/02/1951	11/04/2014	
CT	M.	BIAVA Patrick	13/03/1951	11/04/2014	
CT	Mme	ARFI-BONGIOVANNI Marie-Hélène	12/05/1951	11/04/2014	
CT	M.	DI CIACCIO Antoine	12/10/1954	11/04/2014	
CT	M.	CAPEL Maurice	27/10/1954	11/04/2014	
CT	Mme	TRIC Hélène	22/01/1955	11/04/2014	
CT	Mme	LUNETTA Hélène	07/06/1955	11/04/2014	
CT	Mme	RAVEL Monique	31/05/1956	11/04/2014	
CT	M.	FOTI Bruno	21/11/1956	11/04/2014	
CT	M.	ROCCHIA Raymond	17/02/1957	11/04/2014	
CT	M.	SALEM Mohammed	13/07/1957	11/04/2014	
CT	M.	GAZAY Gérard	23/11/1957	23/03/2016	
CT	Mme	DERAI-GIMBERT Sylvia	05/04/1958	11/04/2014	
CT	M.	MIECHAMP Robert	12/01/1959	11/04/2014	
CT	M.	BOUTBOUL Alain	09/03/1959	11/04/2014	
CT	Mme	PRETOT Christine	29/10/1960	11/04/2014	
CT	Mme	GIRAUD Danièle	01/10/1961	11/04/2014	
CT	Mme	MENET Danielle	13/12/1961	11/04/2014	
CT	Mme	FANEGO Sylvie	23/11/1962	11/04/2014	
CT	Mme	MORFIN Geneviève	17/04/1963	11/04/2014	
CT	Mme	LEROY France	23/02/1964	11/04/2014	
CT	M.	AMY Philippe	19/09/1964	11/04/2014	
CT	Mme	GIOVANNANGELI Magali	11/12/1966	11/04/2014	
CT	Mme	HARKANE Stéphanie	25/05/1967	11/04/2014	
CT	Mme	HONETZY Dominique	12/03/1969	11/04/2014	
CT	M.	GRANDJEAN Denis	19/12/1969	11/04/2014	

¹ Préciser : Président - P, Vice Président – VP (indiquer le numéro d'ordre du Vice Président) ou Conseiller de Territoire C'T

N° D'ORDRE et FONCTION (1)	QUALITE (M. ou Mme)	NOM ET PRÉNOM	Date de naissance	Date de la plus récente élection à la fonction	Suffrages obtenus (en chiffres)
CT	M.	SZABO DE EDELENYI Christophe	07/04/1970	11/04/2014	
CT	Mme	HENRY Muriel	14/02/1971	11/04/2014	
CT	M.	RUSCONI Vincent	13/08/1972	11/04/2014	
CT	M.	AGOSTINI Pascal	08/09/1972	11/04/2014	
CT	Mme	ARTARIA-AMARANTINIS Sophie	24/02/1974	11/04/2014	
CT	M.	MASCARELLI David	25/11/1977	11/04/2014	
CT	M.	COLOMBANI Laurent	21/04/1978	11/04/2014	
CT	Mme	GABRIEL Julie	22/09/1981	11/04/2014	
CT	M.	SCHIPANI Giovanni	02/08/1990	11/04/2014	

Certifié par la Présidente,
A Aubagne, le **29 MARS 2017**

Mme BARTHELEMY Sylvia
Présidente du Conseil de Territoire



¹ Préciser : Président - P, Vice Président – VP (indiquer le numéro d'ordre du Vice Président) ou Conseiller de Territoire CT

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/2

Sur le rapport Danièle GARCIA

Convention d'objectifs 2017 avec l'Association des Arrosants pour la Modernisation des Irrigations d'Aubagne (ASAMIA) et attribution d'une subvention

Depuis 1992, la commune d'Aubagne, puis le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ont engagé une politique publique pour le maintien et le développement d'une agriculture périurbaine locale. Activité économique à part entière, l'agriculture périurbaine permet, le développement des circuits courts répondant aux attentes et aux besoins des habitants, pourvoyeuse d'emplois, garante d'une qualité de vie et de protection contre les risques majeurs (incendie, érosion).

La charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour le maintien et le développement a été adoptée par l'ensemble des partenaires le 20 avril 2011. Celle-ci se fonde à la fois sur les résultats des actions engagées depuis 1992 (action foncière, modernisation des irrigations, accès au conseil technique pour les exploitants, animation et promotion de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne ») mais également sur la nécessité de relever de nouveaux défis :

- Sanctuariser et valoriser les terres fertiles et nourricières ;
- Pérenniser une agriculture rémunératrice et durable par des productions diversifiées, de qualité et de proximité ;
- Renforcer la contribution de l'agriculture à la qualité de vie des habitants et des milieux naturels ;
- Assurer une qualité de vie satisfaisante aux agriculteurs et à leurs voisins ;
- Mobiliser toutes les parties prenantes en organisant leurs coopérations.

L'ASAMIA est une association dont l'objet est l'irrigation sous-pressure de la plaine de Beaudinard à Aubagne. L'association compte 652 bornes d'irrigation, et 538 adhérents pour un périmètre de 329 ha. Le réseau de l'ASAMIA compte environ 45 kms de canalisations enterrées, pour une grande partie posée en deux tranches de travaux : 34 kms de réseau posés en 1994 et 11 kms de réseau posés en 2001.

L'alimentation en eau brute de l'ASAMIA dépend uniquement du Canal de Marseille et plus précisément de la dérivation de Gémenos, dont la longueur totale est de 11 200 ml.

L'eau brute, une fois prélevée sur le Canal de Marseille, est décantée dans un bassin de 7 500 m³. Puis la station de pompage des Craux, créée quant à elle en 1993, permet l'alimentation en eau brute des arrosants grâce à quatre pompes, un ballon hydrophore, des armoires électriques, et des équipements de comptage.

L'ASAMIA s'inscrit pleinement dans le cadre du maintien d'une activité agricole périurbaine de qualité, et joue un rôle majeur dans la mise en œuvre de la politique publique portée par le Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et du Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Pour 2017, les orientations souhaitées sont les suivantes, en complément des actions principales de l'association :

- la mise en place effective de la facturation au volume et le rééquilibrage de la tarification pour favoriser la production agricole locale
- le paiement des encours fournisseurs
- la fourniture d'un plan pluri-annuel de retour à l'équilibre et la prévision de trésorerie
- la réflexion sur une mutualisation de moyens avec les autres ASA de la métropole

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- L'importance de la mise en œuvre de la charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit soutenir l'ASAMIA afin de remplir son rôle pour le maintien et le développement de l'agriculture périurbaine locale de circuits courts ;
- Que ce soutien entre pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial.

Ouï le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver les termes de la convention d'objectifs 2017 prévoyant le versement d'une subvention de fonctionnement de 85 000 euros (quatre-vingt-cinq mille euros) pour l'année 2017 :

Nature : 6574 Fonction : 6312 ASAMIA – sous-politique : aide à l'agriculture
Montant : 85 000 euros

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer l'ensemble des pièces afférent à ce dossier.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/3

Sur le rapport de Danièle GARCIA

Convention d'objectifs 2017 avec le CETA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et attribution d'une subvention

Depuis 1992, la commune d'Aubagne, puis le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ont engagé une politique publique pour le maintien et le développement d'une agriculture périurbaine locale. Activité économique à part entière, l'agriculture périurbaine permet, le développement des circuits courts répondant aux attentes et aux besoins des habitants, pourvoyeuse d'emplois, garante d'une qualité de vie et de protection contre les risques majeurs (incendie, érosion).

La charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour le maintien et le développement a été adoptée par l'ensemble des partenaires le 20 avril 2011. Celle-ci se fonde à la fois sur les résultats des actions engagées depuis 1992 (action foncière, modernisation des irrigations, accès au conseil technique pour les exploitants, animation et promotion de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne ») mais également sur la nécessité de relever de nouveaux défis :

- Sanctuariser et valoriser les terres fertiles et nourricières ;
- Pérenniser une agriculture rémunératrice et durable par des productions diversifiées, de qualité et de proximité ;
- Renforcer la contribution de l'agriculture à la qualité de vie des habitants et des milieux naturels ;
- Assurer une qualité de vie satisfaisante aux agriculteurs et à leurs voisins ;
- Mobiliser toutes les parties prenantes en organisant leurs coopérations.

Association loi 1901 fédérant près d'une soixantaine d'agriculteurs dynamiques et engagé dans la démarche, le CETA est un des partenaires majeurs de la collectivité dans la mise en œuvre de cette politique publique, assurant notamment trois types de missions structurantes :

1. Le conseil et l'accompagnement technique auprès de chaque adhérent ;
2. L'animation, le contrôle et le suivi de la démarche qualité de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne » ainsi que sa promotion ;
3. La réalisation et le développement de projets collectifs.

Pour 2017 les orientations souhaitées, en compléments des actions principales de l'association, sont les suivantes :

- Les succès du point de vente collectif en termes d'impact économique pour les producteurs
- L'étude d'une extension de celui-ci vers des commandes en ligne (drive)
- L'étude de rapprochement avec d'autres CETA sur la métropole pour mutualiser les services.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- L'importance de la mise en œuvre de la charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit soutenir le CETA du Pays d'Aubagne afin de remplir son rôle pour le maintien et le développement de l'agriculture périurbaine locale de circuits courts ;
- Que ce soutien entre pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Où il le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE**Article 1 :**

D'approuver les termes de la convention d'objectifs 2017 prévoyant le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 100.000 euros (cent mille euros) :

Nature : 6574 Fonction : 6312 CETA – sous-politique : aide à l'agriculture
Montant : 100 000 euros

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer l'ensemble des pièces afférent à ce dossier.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/4

Sur le rapport Gérard GAZAY

Versement du restant de la subvention 2016 au Groupement d'Intérêt Public Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'activité de la Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est reconnue et son efficacité n'est plus à démontrer.

En assumant l'accueil, l'information, l'orientation, l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi âgés de 16 à 25 ans, ce Groupement d'Intérêt Public (GIP) favorise l'insertion sociale et professionnelle durable des jeunes en difficulté des 12 communes du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire, Saint-Zacharie, La Destrousse, La Bouilladisse, Peypin, Saint-Savournin et Cadolive.

Elle a ainsi reçu en 2015, 3235 jeunes du Territoire ce qui représente une augmentation de 7 % par rapport à 2014.

Les missions qui sont dédiées à la Mission Locale sont ainsi en augmentation, notamment en direction des jeunes en rupture avec le monde scolaire et sans solution. Les directives gouvernementales orientent ses interventions en faveur de l'accès à l'emploi et l'amènent à davantage de contacts avec le monde économique.

En 2016, dans la continuité de 2015, le Plan d'Action Opérationnel (PAO) de la Mission Locale s'inscrit dans la convention de partenariat régional qui traduit les volontés partagées du Conseil Régional et de l'Association Régionale Des Missions Locales (ARDML). Il fixe des priorités et des axes de travail structurants.

L'activité de la Mission Locale revêt donc une importance de premier ordre, sur un territoire où, comme beaucoup d'autres, le taux de chômage des jeunes est supérieur à celui des adultes.

Pour toutes ses raisons, il est important d'accorder notre soutien à l'activité de la Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par la régulation du solde de la subvention accordée d'un montant de 116 000 €.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés au Conseil de Territoire, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

Afin d'éviter toute interruption dans le fonctionnement de cet organisme qui a l'obligation de payer certaines dépenses dès le début de l'exercice et avant le vote du budget primitif, notamment les salaires des agents, il était indispensable de prévoir, les crédits nécessaires aux versements d'acomptes sur les subventions de la Métropole à la Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette avance a été versée sur la base de 60 % du montant de la part de fonctionnement courant de la subvention de l'année antérieure.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- La délibération n° HN 027-055/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016.

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention d'objectifs.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

D'approuver le versement du restant de la subvention de fonctionnement 2016 d'un montant de 116 000 € (cent seize mille euros) au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1 abstention : Joëlle MELIN

2 non-participations au vote : André JULLIEN, Sylvia BARTHELEMY

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/5

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention d'objectifs avec le Groupement d'Intérêt Public Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et attribution d'une subvention de fonctionnement 2017

L'activité de la Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est reconnue et son efficacité n'est plus à démontrer.

En assumant l'accueil, l'information, l'orientation, l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi âgés de 16 à 25 ans, ce Groupement d'Intérêt Public (GIP) favorise l'insertion sociale et professionnelle durable des jeunes en difficulté des 12 communes du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire, Saint-Zacharie, La Destrousse, La Bouilladisse, Peypin, Saint-Savournin et Cadolive.

Elle a ainsi reçu en 2016 (au 15/10/2016) 2379 jeunes du Territoire.

Les missions qui sont dédiées à la Mission Locale sont ainsi en augmentation, notamment en direction des jeunes en rupture avec le monde scolaire et sans solution. Les directives gouvernementales orientent ses interventions en faveur de l'accès à l'emploi et l'amènent à davantage de contacts avec le monde économique.

En 2017, dans la continuité de 2016, le Plan d'Action Opérationnel (PAO) de la Mission Locale s'inscrit dans la convention de partenariat régional qui traduit les volontés partagées du Conseil Régional et de l'Association Régionale Des Missions Locales (ARDML). Il fixe des priorités et des axes de travail structurants.

L'activité de la Mission Locale revêt donc une importance de premier ordre, sur un territoire où, comme beaucoup d'autres, le taux de chômage des jeunes est supérieur à celui des adultes.

Pour toutes ses raisons, il est important d'accorder notre soutien à l'activité de la Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par l'octroi d'une subvention d'un montant de 280 000 €.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Décide

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention de fonctionnement d'un montant de 280 000 € (deux cent quatre-vingt mille euros) au titre de l'année 2017 au GIP Mission Locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y afférant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1 abstention : Joëlle MELIN

2 non-participations au vote : André JULLIEN, Sylvia BARTHELEMY

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/6

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention d'objectifs avec la Plateforme d'initiative local Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI) et attribution d'une subvention

La plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI) est un dispositif qui mobilise et fédère l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels du Territoire, autour de projets concrets de création et de reprise d'entreprises créatrices d'emplois.

La mission de PACI consiste à aider à la création d'entreprises en accompagnant et soutenant les porteurs de projet. Elle se décline en plusieurs axes :

- Permettre un accès au financement par des prêts d'honneur et l'appui auprès du monde bancaire ;
- Fournir un accompagnement au montage du dossier et une expertise du projet ;
- Assurer un parrainage par les acteurs du territoire mobilisé.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés au Conseil de Territoire, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

Il est proposé au Conseil de Territoire d'attribuer, au titre de l'année 2017, une subvention à la plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI), d'un montant de 100 000 € (cent mille euros), dont les modalités de versement sont définies dans la convention ci-annexée.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 100 000 euros (cent mille euros) au titre de l'année 2017 à la plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI).

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y affèrent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ
1 non-participation au vote : Joëlle MELIN

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/7

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention d'objectifs avec l'association Evolio et attribution d'une subvention

L'association Evolio a pour objet de développer des activités d'utilité sociale visant l'insertion professionnelle et sociale de personnes affectées par des difficultés d'emploi, de qualification, d'insertion.

Par la mise en œuvre d'Ateliers ou de Chantiers d'Insertion (ACI) entrant dans le cadre de la loi de cohésion sociale et dont le statut est inscrit depuis 2005 dans le Code du Travail, cette association a permis entre autre en 2016 à près de 100 personnes en insertion, issues pour une grande majorité du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de trouver un véritable lieu d'insertion socio-professionnelle.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés à la Métropole, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

Il est proposé d'attribuer, au titre de l'année 2017, une subvention à l'association Evolio Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'un montant de 170 000 euros (cent soixante-dix mille euros), dont les modalités de versement sont définies dans la convention ci-annexée.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 170 000 euros (cent soixante-dix mille euros) au titre de l'année 2017 à l'association Evolio Pays d'Aubagne et de l'Étoile.

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y afférant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLE ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danièle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/8

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention d'objectifs avec l'association ALPHA et attribution d'une subvention

L'association Pôle ALPHA (Aubagne-La-Penne-sur-Huveaune-Activités) a pour objet la promotion, la cohésion et la dynamisation des zones d'activités économiques d'Aubagne-Ouest et La Penne-sur-Huveaune (secteurs de Camp Major, St Mitre, Braye de Cau). Son objectif est de créer un environnement propice à l'activité des entreprises, et de dynamiser le tissu économique local par l'animation et la mise en réseau.

Pour y parvenir, les engagements de l'association Pôle Alpha sont les suivants :

- Développer des actions en faveur des entreprises de son secteur, donc du développement économique de la zone, y compris par le biais d'événements mutualisés avec les autres associations d'entreprises du Territoire et/ou avec le service économique du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile ;
- Faire remonter auprès des services du Conseil de Territoire concernée les difficultés et/ou les défaillances rencontrées sur la zone, lors de réunions bimestrielles avec les services économiques du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile ;
- Faire connaître à ses adhérents et aux entreprises de son secteur l'existence et les actions du service économie, emploi, formation, insertion du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et ses missions de service public, en s'y associant quand c'est possible.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés à la Métropole, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

Il est proposé au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile d'attribuer, au titre de l'année 2017, une subvention à l'association Pôle ALPHA, d'un montant de 11 000 euros (onze mille euros), dont les modalités de versement sont définies dans la convention d'objectifs ci-annexée.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 11 000 euros (onze mille euros) au titre de l'année 2017 à l'association Pôle ALPHA.

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y afférent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/9

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention d'objectifs avec l'association syndicale libre des Paluds et attribution d'une subvention

Le syndicat des Paluds a pour mission la promotion et la valorisation du site industriel et technologique des Paluds.

Son objectif est de créer un environnement propice à l'activité des entreprises, et de consolider le tissu économique local en le rendant attractif par l'animation et la communication.

Pour y parvenir, les engagements du syndicat des Paluds sont les suivants :

- Développer des actions en faveur des adhérents et des exploitants du site, donc du développement économique de la zone, y compris par le biais d'événements mutualisés avec les autres associations d'entreprises du Territoire ;
- S'associer pleinement à la démarche de requalification des Paluds en relayant les informations et en faisant la promotion du plan d'actions auprès des propriétaires et des exploitants.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés au Conseil de Territoire, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

Il est proposé au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile d'attribuer, au titre de l'année 2017, une subvention à l'association syndicale libre des propriétaires de la zone industrielle des Paluds, d'un montant de 7 000 euros (sept mille euros), dont les modalités de versement sont définies dans la convention d'objectifs ci-annexée.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 7 000 euros (sept mille euros) au titre de l'année 2017 à l'association syndicale libre des propriétaires de la zone industrielle des Paluds.

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y affèrent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/10

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention d'objectifs avec l'association du Parc de Napollon et attribution d'une subvention

L'association du Parc de Napollon œuvre au quotidien pour le dynamisme économique de son secteur.

Elle mène une action de terrain auprès des entreprises afin de créer un environnement propice à leur activité et favoriser le tissu économique local par l'animation et la mise en réseau.

Pour y parvenir, les engagements de l'association du Parc de Napollon sont les suivants :

- Développer des actions en faveur des entreprises de son secteur, donc du développement économique de la zone, y compris par le biais d'événements mutualisés avec les autres associations d'entreprises du Territoire et/ou avec le service économique du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Faire remonter auprès des services du Conseil de Territoire concerné les difficultés et/ou les défaillances rencontrées sur la zone, lors de réunions bimestrielles avec le service économique du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Faire connaître à ses adhérents et aux entreprises de son secteur l'existence et les actions du service Economie, emploi, formation, insertion du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses missions de service public, en s'y associant quand c'est possible.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés au Conseil de Territoire, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

Il est proposé au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile d'attribuer, au titre de l'année 2017, une subvention à l'association du Parc de Napollon, d'un montant de 12 000 euros (douze mille euros), dont les modalités de versement sont définies dans la convention d'objectifs ci-annexée.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 12 000 euros (douze mille euros) au titre de l'année 2017 à l'association du Parc de Napollon.

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y affèrent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/11

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention d'objectifs avec l'association RSE Innovation France et attribution d'une subvention

L'association RSE & INNOVATION France a pour objet de mettre en avant les bonnes pratiques et les acteurs qui travaillent dans le domaine de la RSE sur la région PACA mais aussi sur tous les territoires de France.

Elle a vocation de citer ce qui marche pour que d'autres puissent s'en inspirer et suivre l'exemplarité.

Elle valorise et met en exergue les démarches constructives et positives mises en place par les organisations dans le domaine social, environnemental et sociétal.

L'association a été créée par d'anciens lauréats des Trophées RSE PACA. Leur vocation est de faire évoluer tous les outils régionaux (trophées, site, newsletters principalement) vers des outils nationaux comme c'est le cas du Forum National ReSEt. L'association est soutenue par toutes les institutions (Conseil Régional, Conseil Départemental), les acteurs de la RSE (Direccte, Dréal Adème, Egalité Homme femme, syndicats salariés et patronaux) mais aussi par les réseaux économiques (CJD, JCE, ANDRH, Entreprendre Paca etc...).

Son territoire d'intervention dans le cadre de la convention est : la région PACA et plus particulièrement les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La subvention est allouée pour soutenir l'association.

Elle servira notamment au financement des activités suivantes :

- Organisation de la soirée des Trophées PACA (novembre 2017) sur le Territoire de la commune d'Aubagne avec la promotion de l'événement ;
- Animation d'un club sur la RSE « Club RSE PACA & Echoplanète » pour fédérer les professionnels de la RSE avec des rencontres régulières toute l'année, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Animation d'une communauté sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook) ;
- Organisation d'une rencontre annuelle pour sensibiliser les entreprises du Territoire aux enjeux de la RSE, valorisation de leur politique RSE et présentation des dispositifs et labels existants et les inciter à candidater aux Trophées RSE 2017.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le vote du budget primitif 2017 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Considérant

- La volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent, à l'échelle du territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention d'objectifs octroyant une subvention d'un montant de 10.000 euros (dix mille euros) au titre de l'année 2017 à l'association RSE & INNOVATION France.

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y affèrent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1 abstention : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/12

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Convention d'objectifs avec le Comité Local du Logement des Jeunes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CLLAJ) et attribution d'une subvention

Au regard du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2014-2019, qui constitue un document programmatique pour 6 ans de la politique « Habitat » du Conseil de Territoire les jeunes relèvent du marché du logement dit spécifique.

Les jeunes constituent des ménages particulièrement fragiles au regard des crises socioéconomique, immobilière, voire sociétale. Ils sont susceptibles de quitter le Territoire pour trouver ailleurs des conditions d'emploi et logement plus adaptés à leurs capacités. Ils constituent des ménages fragiles, en compétition exacerbée avec d'autres (Familles monoparentales, classes moyennes inférieures, personnes âgées...).

Un des enjeux de notre politique d'habitat est d'assurer de façon ambitieuse et innovante, le croisement entre une offre adaptée quantitativement, en termes de diversité avec une demande hétérogène (les publics jeunes) à bien identifier.

A cet égard, il convient de mettre en place les conditions nécessaires pour offrir non seulement des logements, mais aussi des places d'hébergement bien adaptés en termes de typologie, de loyers résiduels, délocalisation permettant à des jeunes actifs, étudiants, jeunes en formation et insertion professionnelles, en rupture familiale de poursuivre leur parcours résidentiel et d'assurer une mixité intergénérationnelle nécessaire au Territoire.

En effet, disposer d'un logement constitue un facteur fondamental pour pouvoir s'engager ou poursuivre des démarches de formation, d'insertion et d'accès à un emploi. Il importe donc de favoriser les dispositifs permettant l'accès à un logement décent pendant cette phase de recherche.

Les difficultés sont accrues notamment pour les moins de 25 ans, les contrats précaires et leur faibles revenus ne leur permettent pas souvent d'accéder à une location dans le privé et les garanties demandées restent un frein indéniable. Quant au parc HLM, l'accès y est tout aussi difficile compte tenu de la faible quantité de petits logements et les longs délais d'attente. C'est pourquoi les moins de 26 ans, sont toujours plus nombreux à solliciter le CLLAJ. Cette structure, parallèlement aux efforts réalisés en faveur de leur insertion économique, les accueille, les informe, les oriente et favorise leur insertion sociale par le logement.

Le programme d'actions du PLH propose :

- D'accompagner les acteurs locaux dans la mise en œuvre d'opérations répondant aux besoins spécifiques des jeunes en recherche de logement autonome et dans le développement de solutions innovantes ;
- De mobiliser davantage les communes et les bailleurs sociaux pour trouver régulièrement des réponses parmi les presque 6 000 logements du parc public de la Communauté ;
- D'utiliser tous les outils et les partenariats avec les opérateurs concernés afin de mieux utiliser les potentialités du parc privé ;
- De gérer collectivement les priorités locales et les files d'attente, en respectant les orientations du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) et du Plan Départemental de l'Accueil, de l'Hébergement et de l'Insertion (PDHAI).

Les orientations à prévoir pour l'année 2017 sont :

- Une diversification des sources de financement pour être moins tributaire du seul Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Le rapprochement avec d'autres structures similaires au sein de la Métropole afin de mutualiser les fonctions de support et les coûts.

Le projet du CLLAJ tel que développé dans la convention ci-jointe répond pleinement à ces objectifs.

La Présidente propose donc d'allouer une subvention de 40.000 euros afin de pérenniser et développer les actions du CLLAJ en faveur de l'insertion par le logement des publics jeunes.

Cette subvention a été inscrite au budget 2017.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Programme Local de l'Habitat approuvé par délibération du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 26 février 2014 et son programme d'actions.

Où le rapport ci-dessus,**Après en avoir délibéré,****DECIDE****Article 1 :**

D'approuver les termes de la convention d'objectifs 2017 prévoyant le versement d'une subvention de fonctionnement :

Nature : Fonction : 6574 – sous-politique : aides au fonctionnement associatif
Montant : 40 000 euros

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y affèrent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

**4 non-participations au vote : Giovanni SCHIPANI, Geneviève MORFIN,
Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI, Hélène TRIC**

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BLAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/13

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Convention d'objectifs avec l'Etape Saint Thomas et attribution d'une subvention

L'un des axes prépondérants du Programme Local de l'Habitat (PLH) est d'apporter des réponses adaptées aux besoins spécifiques en logement. La persistance et l'intensification des crises à la fois socioéconomique et immobilière fragilisent très fortement et tout particulièrement une certaine catégorie de ménages : celle des jeunes en voie d'insertion.

Présent depuis bientôt 30 ans sur le Territoire, l'Etape Saint Thomas est le seul opérateur à accueillir le public des 16-30 ans. En 2014 près de 105 jeunes, originaires à 43 % de la Région PACA, dont 34 % issus du Pays d'Aubagne ont été hébergés. Force est de constater qu'année après année, de nombreux jeunes accueillis demeurent de plus en plus en difficultés (sociales, économiques, familiales, au regard de leur santé).

Ce contexte rend encore plus complexe l'accès pour ces jeunes à un logement autonome.

L'Etape Saint Thomas exerce une mission d'insertion sociale, éducative et professionnelle de ces jeunes au travers d'importantes actions d'accompagnement personnalisé « dans » et « par » le logement : apprentissage de la gestion locative, démarche de recherche auprès des bailleurs sociaux et privés, des services du logement ou des CCAS, aides, soutien auprès d'institutions octroyant diverses prestations comme la CAF par exemple, orientation auprès de structures partenaires selon la problématique rencontrée : Adaf 13, Espace Santé Jeunes, Centre Médico-Psychologique, Mission Locale, Pôle Emploi.

L'Etape Saint Thomas assure également diverses animations collectives en vue de lutter contre l'isolement, favoriser la responsabilisation des jeunes au travers d'ateliers de la vie quotidienne, tisser du lien social, promouvoir la citoyenneté, la solidarité.

Dans le cadre du PLH, au regard de l'importance que revêt cette problématique, de l'étendue et de la multiplicité des besoins récurrents de ces jeunes, depuis 2009/2010 d'importants efforts ont été menés par l'Etape Saint Thomas, pour mieux connaître l'offre et la demande de ces publics ; associer l'ensemble des acteurs concernés du Territoire ; favoriser le développement d'une nouvelle offre adaptée à ces publics diversifiés.

Ainsi, l'offre d'hébergement de l'Etape s'est-elle développée et diversifiée sensiblement entre 2010 et 2014 elle est passée de 32 places à 52 places soit 65 % d'augmentation, les nouveaux appartements loués dans le parc diffus du centre-ville d'Aubagne étant tous meublés et équipés.

Aujourd'hui, vu la dégradation généralisée du contexte tant socioéconomique qu'immobilier, il importe de conforter l'action de l'Etape Saint Thomas en lui donnant les moyens d'insérer par le logement et l'accompagnement social adapté davantage de jeunes, toujours plus précarisés.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le programme d'actions du PLH approuvé par délibération du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 26 février 2014.

Considérant

- Les actions et les résultats très importants obtenus depuis 2012 notamment par l'Etape Saint Thomas en matière d'insertion par le logement et d'accompagnement social de publics défavorisés ;
- Que cette démarche s'inscrit de plein droit dans le cadre du programme d'actions du PLH, qu'elle constitue l'une des priorités essentielles de notre politique de l'Habitat dont les acteurs doivent être confortés, le Conseil de Territoire propose d'allouer à l'Etape Saint Thomas une subvention de 30.000 euros.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE**Article 1 :**

D'approuver les termes de la convention d'objectifs 2017 prévoyant le versement d'une subvention de fonctionnement :

Nature : Fonction : 6574 – sous-politique : aides au fonctionnement associatif
Montant : 30 000 euros

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y affèrent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/14

Sur le rapport de Pierre MINGAUD

Convention d'objectifs avec l'association Jardilien et attribution d'une subvention

L'association Jardilien domiciliée à Aubagne et disposant d'un jardin situé quartier Saint Pierre intervient :

- En premier lieu, pour favoriser l'insertion de publics en difficulté par le partage d'une activité de jardinage biologique, le développement des échanges de savoirs et de savoir-faire et en permettant à chacun de s'inscrire dans une dynamique individuelle et collective ;
- En second lieu, pour mettre en œuvre des actions visant à renforcer la protection de l'environnement, en particulier sur la thématique de la réduction des déchets à la source.

Le périmètre de l'association se situe principalement sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les activités de l'association, tant sur le plan de l'insertion de publics en difficulté, qu'au niveau des actions de réduction des déchets à la source, s'inscrivent dans les actions que le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile développe sur le territoire et qu'il entend poursuivre cette année. Ainsi, le Territoire note notamment pour l'année 2016-2017 les points positifs suivants : l'accueil de nombreux groupes, en particulier de personnes handicapées et l'orientation des ressources vers un renfort de l'accueil et de l'accompagnement.

Pour l'année 2017-2018, il s'agit en priorité d'assurer la continuité du programme d'actions engagé avec l'association sur la réduction des déchets à la source, et notamment l'accompagnement des habitants et des scolaires du territoire aux pratiques de compostage des déchets organiques ménagers. L'association est aussi soutenue pour les orientations suivantes : recherche d'un site pérenne et l'étude d'un développement de l'activité vers notamment un service de jardin collectif type jardin « ouvrier ».

Il convient donc de soutenir l'association Jardilien afin de pérenniser ces actions suivant un programme défini dans la convention d'objectifs pour l'année 2017.

Il est proposé d'accorder une aide d'un montant de 22.000 euros à cette association sous la forme d'une subvention.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur la réduction des déchets à la source.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver les termes de la convention d'objectifs.

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer la convention pour l'année 2017 et tous les actes s'y afférant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/15

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Attribution de la subvention à l'Office de Tourisme intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'année 2017

Par délibération n° 24-1214 en date du 15 décembre 2014, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a signé avec l'Office de Tourisme Intercommunal (OTI) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile une convention annuelle d'une durée de 3 ans pour la période 2015-2017.

Cette convention a défini les missions d'intérêt général et d'ordre réglementaire et les missions complémentaires dévolues à l'Office de Tourisme, ainsi que les moyens que la Collectivité s'engage à attribuer à l'Office de Tourisme pour lui permettre à la fois de réaliser l'ensemble des missions et de maintenir le niveau de classement en catégorie 1. Il faut préciser que le champ d'intervention de

l'Office de Tourisme est élargi à la mise en œuvre de la politique du tourisme intercommunal et des programmes de développement touristique.

Pour lui permettre de remplir toutes ses missions, le Conseil de Territoire s'engage à soutenir financièrement les objectifs définis dans la convention.

Il convient aujourd'hui d'octroyer la subvention sur présentation du budget prévisionnel élaboré par l'OTI. Ce budget tient compte de la valorisation de la masse salariale et des locaux mis à disposition, charges qui sont remboursées par l'OTI. Des crédits complémentaires pourront être prévus pour tout autre tâche précise, ponctuelle ou permanente confiée à l'Office de Tourisme et faisant l'objet d'avenants à la convention stipulant la nature, la durée du service et le montant des crédits spécifiques.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 24-1214 du Conseil communautaire en date du 15 décembre 2014 ;
- La convention de mise en œuvre de la politique touristique entre la Communauté d'agglomération et l'Office de Tourisme Intercommunal visée le 15 décembre 2014 ;
- Les conventions individuelles de mise à disposition du personnel en date du 15 octobre 2014, pour une durée de 3 ans.

Considérant

- Que le Conseil de Territoire s'engage à soutenir les actions de développement touristique confiées à l'OTI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile par convention en date du 15 décembre 2014.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 867 000 euros pour l'exercice 2017 à l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

De reverser à l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le montant de la taxe de séjour de l'exercice.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/16

Sur le rapport d'Alain GREGOIRE

Convention de partenariat avec l'Association Départementale d'Etudes et de Formation (ADEF) concernant le CAP Propreté de l'Environnement urbain – Collecte et Recyclage

Ce rapport a pour objectif d'autoriser la Présidente du Conseil de Territoire, lors de son assemblée délibérante, à signer une convention de partenariat avec l'Association Départementale d'Etudes et de Formation (ADEF).

Les fondements de cette délibération reposent sur les considérations suivantes :

- La volonté du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de faire perdurer sur le Territoire une formation qualifiante sur le secteur de la filière déchets destinée à répondre aux besoins actuels et futurs de cette filière ;
- Que le niveau de qualification des personnels de cette filière ne correspond pas ou plus aux exigences des métiers de celle-ci ;
- Que la pertinence de cette initiative de formation locale a été confortée par une étude de faisabilité déclinée sur le territoire ;
- Que le Conseil de Territoire a pris ses engagements vis-à-vis des deux premiers enjeux formulés dans le cadre de la démarche Agenda-21 et de son articulation avec Plan Climat Territorial, qui sont pour mémoire :
 - Réduire les déchets à la source,
 - Optimiser le traitement et la collecte des déchets.

Compte tenu également que l'ADEF est en partenariat avec l'Institut Régional de Formation à l'Environnement et au Développement Durable (IRFEDD), mandatée par le Conseil régional pour dispenser sur le Territoire une formation expérimentale qui s'attachera à répondre aux besoins économiques et sociaux de ce secteur.

De plus :

- Cette formation s'appuiera sur une certification l'éducation nationale CAP « Propreté urbaine et gestion des déchets » ;
- Cette dernière devrait permettre de donner du sens et de promouvoir le métier en valorisant et en qualifiant les salariés de cette filière ;
- Elle pourra concerner :
 - Les salariés publics ou privés en poste,
 - Les personnes en recherche d'emploi.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

D'approuver les termes de la convention proposée et d'autoriser Madame la Présidente à la signer ainsi que tous les actes y afférent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/17

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Convention d'objectifs avec l'Association Départementale d'Etudes et de Formation (ADEF) et attribution d'une subvention pour l'année 2016

L'Association Départementale d'Etudes et de Formation (ADEF) a pour objet la formation qualifiante des salariés et demandeurs d'emploi. A ce titre, elle œuvre dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté et en recherche d'emploi.

Cette association, organisme de formation, implantée sur le Territoire de la Communauté depuis 1989, propose et met en œuvre des actions pédagogiques qualifiantes, dans le cadre de son école de la céramique. Le rayonnement de cette école va bien au-delà du Territoire, et contribue ainsi à l'image du pôle de la céramique du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Il est donc proposé d'accorder une aide à cette association sous la forme d'une subvention globale d'un montant de 45 000 euros (quarante-cinq mille euros), conformément aux conditions et modalités définies dans la convention d'objectifs.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Considérant

- Que la filière argile est une activité emblématique et d'avenir du Territoire ;
- Qu'il apparaît indispensable d'accompagner les structures liées à cette activité ;
- Que la formation professionnelle est un véritable enjeu.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 45 000 euros (quarante-cinq mille euros) au titre de l'année 2016 à l'Association Départementale d'Etudes et de Formation (ADEF).

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes s'y afférant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/18

Sur le rapport de Michel LAN

Budget de l'Etat Spécial de Territoire – Décision modificative n° 1 de 2017

La décision modificative N° 1 de 2017 de l'Etat Spécial de Territoire (EST - CT4) du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est équilibrée en dépenses et en recettes de la manière suivante :

Fonctionnement	- 120 000,00 €
Investissement	- 3 946 527,00 €

La dotation de gestion du Territoire de l'exercice 2017 est donc modifiée de la manière suivante :

	Budget Primitif 2017	Décision Modificative N°1 de 2017	Dotation 2017
Dotation fonctionnement	16 432 580,00 €	- 120 000,00 €	16 312 580,00 €
Dotation d'investissement	18 980 175,00 €	- 3 946 527,00 €	15 033 648,00 €

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le budget primitif 2017 adopté le 15 décembre 2016 ;
- La saisine du Président de la Métropole pour la détermination du montant de la dotation de gestion du territoire, qui comprend une dotation de fonctionnement et une dotation d'investissement, en date du 22 mars 2017 ;
- Le projet de décision modificative N° 1 de 2017 de l'Etat Spécial de Territoire.

Considérant

- Que l'Etat Spécial de Territoire, prévu à l'article L. 5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses ;
- Que l'Etat Spécial de Territoire est voté par chapitre en fonctionnement et en opérations sous mandats en investissement.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'adopter la décision modificative N° 1 de 2017 de l'Etat Spécial de Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, arrêtée au montant suivant, équilibrée par section :

Fonctionnement	- 120 000,00 €
Investissement	- 3 946 527,00 €

Article 2 :

D'approuver la modification des montants de la dotation de gestion du Territoire comme suit :

Dotation de fonctionnement	16 312 580,00 €
Dotation d'investissement	15 033 648,00 €

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

13 abstentions : Magali GIOVANNANGELI, Daniel FONTAINE, Denis GRANDJEAN, Hélène LUNETTA, Muriel HENRY, Monique RAVEL, Sylvie FANEGO, Maurice CAPEL, Antoine DI CIACCIO, Dominique HONETZY, Christiane PETETIN, Patrick PIN, Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/19

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention de partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale dans les marchés publics du Département

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône s'engage à utiliser le levier de la commande publique en faveur de l'insertion de publics éloignés de l'emploi, dans le cadre d'une convention de partenariat qui va permettre, grâce à la commande publique du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône de générer des heures de travail réservées à un public en parcours d'insertion.

En effet, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mène, dans le cadre du développement durable, une politique de promotion des achats éco et socio responsables, qui se traduit, notamment par une volonté de développement des clauses sociales dans les marchés publics, qui constitue une opportunité d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté.

À cette fin, le Conseil Départemental a répertorié au sein des Territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et du Pays de Martigues de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des agents gestionnaires de clauses sociales, dits « facilitateurs » afin de faire le lien de façon cohérente entre l'acheteur public, représenté par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les entreprises titulaires et les personnes durablement éloignées du marché du travail.

La présente convention, n'entraîne pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aucun engagement financier. Il s'agit de mobiliser le public demandeurs d'emploi et connaissant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle des 3 Territoires de la Métropole dotés de postes de facilitateurs, de manière à favoriser la construction de parcours d'insertion et l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

La signature de cette convention, conclue pour une période de 3 ans, constitue une possibilité supplémentaire pour les habitants des 3 Territoires concernés d'accéder à l'emploi et notamment pour les personnes en accompagnement renforcé.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- L'intérêt métropolitain de ce partenariat.

Où il le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la convention de partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale dans les Marchés Publics du Département.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/20

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Attribution d'une subvention au Réseau Entreprendre Provence et approbation d'une convention d'objectifs

Réseau Entreprendre Provence est une association qui aide les créateurs et repreneurs d'entreprise, afin de développer sur les territoires l'emploi et la compétitivité. Son objectif est de financer, mais surtout de valider et accompagner des projets à potentiel (des projets de PME générant plus de 6 emplois à 3 ans) en s'appuyant sur l'expertise d'entrepreneurs confirmés.

Après une année de transition en 2013, l'association à présent bien structurée a pu atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés : une centaine d'entreprises membres et une vingtaine de projets labellisés au cours de 10 comités d'engagement.

En 2017, l'association souhaite renforcer et pérenniser son ancrage territorial sur le Pays d'Aix et sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Son objectif est de labelliser une vingtaine d'entreprises des territoires.

Le programme « Croissance » initié en 2016 prend de l'ampleur en 2017. Un plus grand nombre d'entreprises identifiées et implantées sur les deux territoires sont éligibles et devraient accéder très vite à ce dispositif destiné aux entreprises vouées à un fort développement (à minima 1M€ à l'entrée dans le programme et une quinzaine de salariés, avec un triplement du chiffre d'affaire et des effectifs à l'horizon 3 ans).

Un nouveau programme « Innovatech » adossé à l'offre d'accompagnement du Réseau permet à des entrepreneurs de l'innovation de bénéficier d'un effet de levier en phase émergence.

Le Réseau propose aujourd'hui une offre globale élargissant son panel d'entreprises potentielles éligibles.

L'association compte enfin reconduire en 2017 les manifestations organisées sur le Pays d'Aix et le Pays d'Aubagne et de l'Etoile en 2016 : clubs des lauréats, clubs d'accompagnateurs, petits déjeuners, séminaire du programme Croissance.

Elle continuera également à participer activement aux événements locaux : Comités du Dispositif d'Amorçage de Provence, Energies de la Victoire, Talents du Pays d'Aix, Nocturnes de la Transmission, comité du DRM Lafarge, French Tech...

Elle planifiera enfin de grandes opérations de communication, afin de diffuser son action à un maximum de porteurs de projet susceptibles de bénéficier de son accompagnement.

Le budget prévisionnel 2017 de Réseau Entreprendre Provence s'élève à 204.200 € (cf. budget joint en annexe).

Pour les actions menées par l'association au titre de l'exercice 2017, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 27.000 € (représentant 13,22 % du coût total prévisionnel), dont :

- 15 000 € seront pris en charge sur le budget du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4). La dépense en résultant sera imputée sur l'Etat Spécial du Territoire, sur la ligne Chapitre 65/6574 qui présente les disponibilités nécessaires ;
- 12 000 € seront pris en charge sur le budget du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur l'Etat Spécial du Territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- La volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'attribution d'une subvention à Réseau Entreprendre Provence d'un montant de 15.000 € pris en charge sur le budget du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4). La dépense en résultant sera imputée sur l'Etat Spécial du Territoire, sur la ligne Chapitre 65/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

AVIS FAVORABLE

1 contre : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/21

Sur le rapport Gérard GAZAY

Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'initiative Economique (ADIE)

Le tissu économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'association dénommée : Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays en voie de développement, en Asie, Afrique et Amérique Latine.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

Les résultats 2016 :

L'ADIE a financé sur le Territoire de la Métropole, à date du 31/10/2016, 282 personnes ; dont 222 personnes pour un projet d'entreprise et 60 pour un projet d'emploi salarié.

Les résultats sont ainsi ventilés par CT :

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagn e et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Maritimes	Total
Nombre total de personnes financées	216	28	9	14	10	5	282
Pour un projet d'entreprise	172	22	6	10	7	5	222
Pour un projet d'emploi salarié	44	6	3	4	3		60

Le plan d'action de l'ADIE en 2017

Les projets de création ou de développement d'entreprises :

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi,
- Le microcrédit professionnel,
- L'accompagnement avant, pendant et après la création,
- Un dispositif Créajeunes (pour les jeunes créateurs jusqu'à 32 ans),
- La micro-assurance.

Afin de développer ses dispositifs, l'ADIE met en place un plan d'action qui repose sur 4 grands axes tels que :

- Le maintien des relations avec les partenaires traditionnels afin de générer des prescriptions supplémentaires et d'accroître leur visibilité ;
- L'approche de nouveaux partenaires prescripteurs intervenant prioritairement dans les QPPV ;
- La promotion de leur offre à destination de personnes en situation de précarité par le biais d'actions de communication grand public et d'actions de prospection ciblées :
 - Réalisation de journées portes ouvertes ;
 - Réalisation de permanences hebdomadaires (au Carburateur, à La Ciotat..) ;
 - Salons, forums etc..
- La communication autour de leur offre de service.

Les évènements :

Ces actions vont s'articuler autour de plusieurs temps forts comme la semaine du Microcrédit (février), l'action de mobilisation des portefeuilles clients (avril, septembre), la campagne d'information de proximité (juin), campagne d'information intergénérationnelle (octobre), action de sensibilisation auprès des femmes créatrices d'entreprises (Novembre).

Budget :

Le budget prévisionnel de fonctionnement 2017 de l'ADIE sur le Territoire de la Métropole est de 758.019 € (contre 773.492€ pour 2016).

Dépenses		Recettes	
Achat	13 865 €	Vente de produits finis	32 000 €
Services extérieurs	84 580 €	Subventions	577 114 €
Autres services extérieurs	27 086 €	Etat (Nacre + emploi d'avenir)	29 827 €
Impôts et taxes	5 015 €	Conseil Régional PACA	110 598 €
Charges de personnel	512 949 €	Conseil Départemental 13	30 508 €
Autres charges de gestion courante	114 524 €	Métropole d'Aix-Marseille Provence	115 000 €
		<i>Dont Territoire Marseille Provence</i>	<i>45 000 €</i>
		<i>Dont Territoire du Pays d'Aix</i>	<i>40 000 €</i>
		<i>Dont Territoire de pays Salonnais</i>	<i>10 000 €</i>
		<i>Dont territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile</i>	<i>10 000 €</i>
		<i>Dont Territoire Istres Ouest Provence</i>	<i>5 000 €</i>
		<i>Dont Territoire Pays de Martigues</i>	<i>5 000 €</i>
		Autres villes (dont contrat de ville)	30 000 €
		Fonds européens	110 370 €
		Etablissements publics (CDC, Pole emploi)	19 513 €
		Entreprises en organismes privés	131 298 €
		Produits financiers	0
		Autres ressources à mobiliser	59 737€
Total des dépenses	758 019 €	Total des recettes	758 019 €

La part des charges de personnels s'élève à 67% du total des dépenses

La part des financements publics représente 76% du total des recettes

La subvention accordée en 2016 :

En 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention à l'ADIE de 106.000 €, répartie sur différents Conseils de Territoire : Territoire Marseille Provence : 45 000€, Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €, Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 €, Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 € et Territoire Pays Salonnais : 8 000€.

La subvention demandée pour 2017 :

Pour 2017, il est proposé une subvention de 104 000 € répartie comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 45 000€
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000€
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000€
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000€
- Territoire Pays Salonnais : 6 000€

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'attribution d'une subvention à l'ADIE d'un montant de 8 000 € pris en charge sur le budget du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4). La dépense en résultant sera imputée sur l'Etat Spécial du Territoire, sur la ligne Chapitre 65/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

AVIS FAVORABLE

1 contre : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/22

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Attribution de subvention au profit de l'association COSENS – Approbation d'une convention

COSENS (anciennement ADIJE - Association pour le Droit à l'Initiative des Jeunes Entrepreneurs) est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais.

COSENS développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

COSENS permet, dans le cadre d'un projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de son projet et ses capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant ses droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés).

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 37 000 €.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 18 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 000 € pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 6 000 € pour Territoire du Pays Salonais
- 5 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 23 mars 2017 ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 27 mars 2017 ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 27 mars 2017 ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues en date du 23 mars 2017.

Considérant

- La volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Ouï le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'attribution d'une subvention à l'association COSENS d'un montant de 8 000 € pris en charge sur le budget du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4). Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire de l'exercice 2017.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/23

Sur le rapport d'Yves MESNARD

**Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat –
Approbation des conventions 2017-2022**

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans son article L.5217-2, a modifié la conduite des politiques locales de l'habitat en permettant à l'Etat de déléguer ses compétences d'aides à la pierre aux métropoles. Dans son article L.5218-2, il a précisé l'étendue de celles qu'il pouvait déléguer à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. Dès sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a affirmé des objectifs ambitieux par la définition d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale. Cela s'est traduit par notamment :

- La prescription de l'engagement d'élaboration d'un SCOT,
- L'engagement du processus d'élaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH) Métropolitain,
- La création d'une Commission Locale de l'Habitat (CLAH) unique,
- La garantie des emprunts des bailleurs sociaux et opérateurs sociaux,
- La création de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL),
- L'approbation d'un agenda de la mobilité.

Dans cette dynamique, le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a fait part au Préfet de son souhait de se saisir de l'opportunité d'une délégation des aides à la pierre.

Le Préfet a confirmé son accord pour préparer cette délégation sur la base du PLH transitoire qui reprend les objectifs des PLH exécutoires. Le PLH Métropolitain, en cours d'élaboration, viendra compléter et renforcer les actions en cours.

Il convient aujourd'hui d'approuver la délégation que l'Etat va faire à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de sa compétence en matière d'attribution des aides à la pierre à compter du 1^{er} janvier 2017.

En effet, la Métropole pourra assurer une parfaite adéquation entre :

- Les objectifs du PLH transitoire exécutoire et du PLH à venir,
- La politique de l'habitat qu'elle entend conduire avec les communes membres
- Le couplage de la production locative sociale à la production privée qui garantit un haut niveau de production global,
- La poursuite du rééquilibrage de l'offre locative sociale sur l'ensemble du territoire,
- La mise en œuvre des moyens qui lui seront délégués par l'Etat, au plus près du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat et de leur contexte social.

Les aides publiques déléguées concernent :

- La construction, l'acquisition, la réhabilitation,
- L'agrément des opérations de Prêts Locatifs Sociaux (PLS),
- L'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'Anah,
- Le conventionnement sans travaux Anah,
- La création de places d'hébergement,
- La délivrance aux organismes HLM des agréments d'aliénation de logement,
- Les prestations d'études et d'ingénierie.

La Métropole assurera désormais le pilotage et les décisions en matière d'aides publiques à l'habitat, l'Etat mettant à disposition les moyens en personnel et en crédits.

La durée prévue pour cette délégation de compétence est de 6 ans.

Les modalités de cette délégation de compétence de la part de l'Etat sont décrites dans les trois conventions ci-annexées :

- Une convention entre l'Etat et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- Une convention entre l'Anah et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- Une convention de mise à disposition du personnel des services de l'Etat.

1. Dans la convention que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se propose de signer avec l'Etat, les objectifs règlementaires de production de logements sociaux sont les suivants :

- Construction ou acquisition-amélioration de 21 905 logements PLUS et PLAI, construction de 7336 logements PLS,
- Réalisation de 900 places d'hébergement d'urgence, de pensions de familles ou de résidences sociales,
- Réalisation de 2 400 logements foyers pour personnes âgées ou handicapées,

Les moyens affectés pour le logement locatif social par l'Etat à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 14,330 Millions d'€ annuels. Les crédits seront versés à la Métropole qui assurera le paiement des aides déléguées.

2. Les objectifs de réhabilitation du parc privé annuels, sur la base des objectifs figurant au programme d'actions du PLH transitoire et des programmes existants et à venir, s'élèvent pour la durée de la convention à 5 088 logements privés auxquels se rajouteront des logements privés en copropriété.

Pour 2017, y compris les objectifs d'Habiter Mieux, ils se déclinent comme suit :

- 100 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne, dont logements locatifs privés en sortie d'insalubrité et logements occupés par leur propriétaire en sortie d'insalubrité,
- 464 logements très dégradés,
- 284 logements de propriétaires bailleurs,
- 357 logements occupés par leur propriétaire au titre de la précarité énergétique,
- Le traitement de copropriétés en difficultés.

Les moyens affectés par l'Anah à la Métropole s'élèvent à 11.3 millions d'€ annuels. Ces moyens ne sont pas mis à la disposition de la Métropole, l'Anah continuant à assurer le paiement des subventions sous l'autorité de la Métropole.

D'ores et déjà le programme d'intervention prévu en 2017 sur le parc privé est le suivant :

✓ 6 OPAH- OPAH RU :

- Istres,
- Ouest Provence,
- Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- Marignane,
- Multi sites,
- Grand centre-ville de Marseille.

✓ 3 Programme d'Intérêt Général (PIG)

- Marseille Provence,
- Pays Salonais avec une ingénierie renforcée dans les 6 centres anciens,
- Pays d'Aix avec ingénierie dans six secteurs renforcés.

En parallèle, des projets d'OPAH vont démarrer en 2017 sur les communes de la Ciotat, Marignane et Port de Bouc.

De même, pour les plans de sauvegarde, des interventions pour l'amélioration de l'habitat sont prévues :

- Dans les copropriétés : Bellevue, Kalliste, Corot à Marseille, Les Facultés à Aix en Provence, La Mariélie à Berre l'Etang,
- Des études copropriété : Le Mail, la Granière, Consolat, Parc La Rose, Les Rosiers à Marseille,
- Plusieurs Programmes Opérationnels Préventifs d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), dont Marseille et La Ciotat, et des opérations de Veille et Observation des Copropriétés métropolitaine et à Marseille.

Enfin, hors secteur d'OPAH, se poursuivra en 2017 la mise en œuvre du protocole d'éradication de l'habitat indigne à Marseille.

Le détail de ces programmes d'intervention est donné dans l'annexe 2 de la convention Etat-Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Dans la convention que la Métropole se propose de signer avec l'Anah, il convient de mettre en place une Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) sur l'ensemble du Territoire métropolitain.

Celle-ci a pour rôle de donner un avis sur les demandes de subventions émanant des propriétaires privés.

3. Enfin, dans la convention de mise à disposition des services de l'Etat, la répartition des tâches entre la Métropole et les Services de l'Habitat de l'Etat est détaillée.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- La demande de délégation de compétences pour décider de l'attribution des aides prévues à l'article L. 301-3 du CCH, en date du 3 novembre 2016 ;
- Le Plan Local d'Action pour l'Hébergement et le Logement des Personnes Défavorisées (PLAHLPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération n° DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 30 juin 2016 engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH),
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se saisisse de l'opportunité qui lui est offerte par le Code Général des Collectivités Territoriales de gérer en lieu et place de l'Etat les aides à la pierre pour une meilleure adéquation aux marchés locaux de l'habitat, et la mise en œuvre d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale ;
- Qu'il convient qu'elle définisse avec l'Etat par convention les objectifs et les modes opératoires qui lui permettront d'exercer cette compétence à partir de 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE**Article 1 :**

De donner un avis favorable aux 3 conventions ci-annexées :

- la convention Etat – Métropole Aix-Marseille-Provence,
- la convention Anah – Métropole Aix-Marseille-Provence,
- la convention de mise à disposition du personnel des Services Habitat de l'Etat.

Article 2 :

De donner un avis favorable à la création d'une Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat propre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

AVIS FAVORABLE

13 contres : Magali GIOVANNANGELI, Daniel FONTAINE, Denis GRANDJEAN, Hélène LUNETTA, Muriel HENRY, Monique RAVEL, Sylvie FANEGO, Maurice CAPEL, Antoine DI CIACCIO, Dominique HONETZY, Christiane PETETIN, Patrick PIN, Joëlle MELIN

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



**EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DU TERRITOIRE
DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE**

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/24

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Présentation du Plan métropolitain de prévention de la radicalisation à annexer aux contrats de ville métropolitains

Dans le cadre de la prévention de la radicalisation, la circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 2 décembre 2015 sur les orientations en matière de prévention de la radicalisation prévoit de favoriser les articulations les plus opérationnelles entre les cellules de suivi des Préfet et les instances de pilotage de la politique de la ville et de prévention de la délinquance, en fonction des contextes locaux.

Cette disposition a été par la suite complétée par la circulaire d'orientation du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 21 janvier 2016, précisant que chaque contrat de ville sera complété en 2016 par un plan d'actions sur la prévention de la radicalisation, qui en constituera une annexe.

Cette annexe a vocation à définir un plan d'actions partenarial entre l'Etat, les collectivités territoriales et les associations engagées dans la politique de la ville. Ainsi, le pilotage territorial de la politique de prévention de la radicalisation appartient au Préfet de Police auquel les collectivités et les associations peuvent apporter leur concours.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, selon l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière "*d'élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville, programmation d'actions définies dans le contrat de ville, animation et coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance*".

A ce titre, il lui appartient d'élaborer, en partenariat avec l'Etat et les collectivités concernées, un Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation qui sera annexé au contrat de ville Métropolitain.

L'élaboration de ce plan s'appuie sur la circulaire du Premier Ministre du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation en reprenant notamment les documents qui y sont joints, dont le "*Guide Interministériel de Prévention de la Radicalisation*" de mars 2016 et le "*Cadre de référence du plan d'actions de prévention de la radicalisation à annexer au contrat de ville*" d'avril 2016.

Par ailleurs, ce plan s'organise autour des actions suivantes :

- Les actions relevant de prévention primaire, générale et collective qui interviennent en amont et mobilisent des politiques publiques ou dispositifs qui n'ont pas pour finalité première de lutter contre la radicalisation mais qui peuvent y concourir ;
- Les actions relevant de la prévention secondaire qui viennent en appui par des actions collectives des solutions individuelles proposées aux personnes repérées comme en voie ou en situation de radicalisation ;
- Les actions de formation des professionnels et de sensibilisation du public.

Il résulte par ailleurs de la confrontation d'un diagnostic qui a vocation à décrire la situation d'un territoire en termes de dérives radicales à un état des lieux qui consiste à recenser tous les acteurs et dispositifs susceptibles d'être mobilisés.

Ses priorités sont dégagées à partir des besoins non couverts par les dispositifs existants tels que recensés par l'état des lieux.

Le mode de gouvernance préconise la création d'un comité de pilotage présidé par le Préfet de Police et composé d'élus des collectivités territoriales, des Procureurs de la République et de représentants des services de l'Etat qui constituera l'instance stratégique de suivi et d'évaluation du plan métropolitain. Il sera assisté d'un comité technique qui aura pour mission de veiller à la mise en œuvre opérationnelle.

Des référents opérationnels de la Métropole seront désignés et coordonneront les partenariats institutionnels et associatifs des dispositifs politique de la ville et des dispositifs locaux de prévention de la délinquance à l'échelle des communes.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la Prévention de la Délinquance ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n° 2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme ;
- La loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ;
- Le décret n° 2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au Conseil Local et au Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et au plan de prévention de la délinquance dans le Département ;
- La circulaire interministérielle du 8 juillet 2011 orientations pour la prévention de la délinquance,
- La circulaire du 15 octobre 2014 sur les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
- La circulaire du 19 février 2015 sur les cellules de suivi pour la prévention de la radicalisation dans chaque département ;
- La circulaire du 2 décembre 2015 du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et du ministère de l'intérieur destinée aux Préfets et relative aux orientations en faveur de la prévention de la radicalisation ;
- La circulaire d'orientation du Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports du 21 janvier 2016 - Orientation de la Politique de la Ville 2016 ;
- La circulaire du Premier Ministre du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation.
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice de l'article L.5217-2, exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent code. Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'approbation de ce plan.

Oùï le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable au Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation à annexer au contrat de ville Métropolitain.

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/25

Sur le rapport de Pierre MINGAUD

Approbation d'une subvention d'équilibre pour la construction de 12 logements sociaux à La Penne-sur-Huveaune – Subvention d'équilibre à la SA d'HLM Promologis

La politique de l'habitat constitue une politique sectorielle inscrite dans un projet de territoire global.

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est doté d'objectifs ambitieux en matière d'offre nouvelle de logements sociaux et affirme sa volonté de solidarité et de cohésion sociale à travers une production mieux répartie et équilibrée sur tout le Territoire. La commune de La Penne-sur-Huveaune à un taux de 21 % de logements sociaux, elle s'est engagée à produire régulièrement pour répondre aux besoins de ses habitants, à la décohabitation, au desserrement des ménages des logements sociaux sur des sites bien desservis par les transports et les équipements.

Cette opération est particulièrement ambitieuse et complexe puisqu'il s'agit d'une opération de renouvellement urbain au cœur du centre-ville de la Penne-sur-Huveaune.

Cette opération d'ensemble de 38 logements propose un programme mixte d'accession et de locatif dont : 5 PLUS, 3 PLAI et 4 PLS accompagné d'un équipement public et de commerces.

L'opération est composée d'un immeuble en R+4 comprenant : 8 T2 et 4 T3.

La production de petits logements permet de répondre aux besoins de décohabitation des jeunes, des personnes âgées, ainsi qu'aux familles monoparentales.

La diversité des financements favorise une véritable mixité sociale au sein du parc de logements sociaux.

La baisse conséquente des aides de l'Etat rend difficile l'équilibre de ce type d'opération situé en plein centre-ville. Afin de mener à bien cette opération de qualité prenant en compte les objectifs de développement durable à un niveau de loyer compatible avec les revenus des familles, avec un objectif de label Très Haute Performance Energétique (THPE). La SA Promologis a sollicité une subvention d'équilibre d'un montant de 50.000 euros.

L'ex Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en tant que délégataire des aides à la pierre perçoit une partie des prélèvements SRU des communes carencées. Ces montants sont à réinvestir dans les communes qui souhaitent produire du logement social.

Cette opération s'inscrit dans les objectifs du PLH qui intervient en subvention d'équilibre dans une logique de projet prenant en compte l'équilibre de l'opération, les objectifs qualitatifs et sociaux : mixité urbaine et sociale, renouvellement urbain, maîtrise des charges des locataires.

Cette subvention sera assortie conformément à l'article R441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, à droits de réservation.

Elle fera l'objet d'une convention avec le bailleur notifiant les contreparties : droits de réservation, obligation en matière de clauses d'insertion, répondre aux besoins en logements des jeunes, logements adaptés aux PMR, gestion de proximité, qualité urbaine et environnementale.

Cette subvention sera versée en 2 fois sur justificatif du montant définitif des travaux et de la production de la grille des loyers définitive conforme.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 14-0214 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2014 approuvant le Programme Local de l'Habitat ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la demande de la SA Promologis en lui accordant une subvention d'équilibre pour un montant de 50.000 euros.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/26

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logis Méditerranée pour la construction de 19 logements sociaux à Roquevaire – Résidence La Caprie

Pour mener à bien la construction de 19 logements sociaux à Roquevaire, à la résidence La Caprie situés 22 avenue des Alliées, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité ses partenaires bancaires et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a fait une proposition de prêt de 2 037 945,00 (deux millions trente-sept mille neuf cent quarante-cinq euros) constitué de 4 (quatre) lignes de prêts.

Pour permettre le déroulement de cette opération, la CDC a sollicité la caution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %. Il convient que la Métropole se prononce sur cette garantie d'emprunt.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.5111-4 et L.5216-1 et suivants ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de prêt n° 59496 en annexe signé entre la SA d'HLM Logis Méditerranée et la Caisse des dépôts et consignations ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable afin d'accorder à la SA d'HLM Logis Méditerranée sa garantie à hauteur de 100 %, pour le remboursement d'un emprunt d'un montant maximum de 2 037.945,00 (deux millions trente-sept mille neuf cent quarante-cinq euros) constitué de 4 (quatre) lignes de prêt, que la société se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 2 :

De donner un avis favorable afin d'approuver les caractéristiques du prêt constitué de 4 lignes de prêt définies comme suit :

Ligne du prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	538 361 €	179 912 €	942 488 €	327 224 €
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt (phase de préfinancement)	0,55%	1,09%	1,35%	1,09%
Durée d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Taux d'intérêt (phase d'amortissement)	Livret A-0,2 %	LivretA+0,34 %	LivretA+0,6 %	LivretA+0,34 %
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %

Article 3 :

De donner un avis favorable afin d'accorder la garantie de la Métropole pour la durée totale du contrat de prêt et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

AVIS FAVORABLE**1 abstention : Joëlle MELIN**

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/27

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logis Méditerranée pour la construction de 6 logements sociaux à Roquevaire – Résidence Négrel

Pour mener à bien la construction de 6 logements sociaux à Roquevaire, à la résidence Négrel, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité ses partenaires bancaires et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a fait une proposition de prêt de 683 433 euros (six-cent-quatre-vingt-trois mille quatre-cent-trente-trois euros).

Pour permettre le déroulement de cette opération, la CDC a sollicité la caution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %. Il convient que la Métropole se prononce sur cette garantie d'emprunt.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.5111-4 et L.5216-1 et suivants ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de prêt n° 57871 en annexe signé entre la SA d'HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la garantie à hauteur de 100 %, à la SA d'HLM Logis Méditerranée, pour le remboursement d'un emprunt d'un montant maximum de 683 433 euros (six-cent-quatre-vingt-trois mille quatre-cent-trente-trois euros) constitué de 4 (quatre) lignes de prêt, que la société se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques du prêt constitué de 4 lignes de prêt définies comme suit :

Ligne du prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	175 632 €	64 446 €	314 463 €	128 892 €
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt (phase de préfinancement)	0,55 %	1,08 %	1,35 %	1,08 %
Durée d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Taux d'intérêt (phase d'amortissement)	Livret A-0,2 %	LivretA+0,33 %	LivretA+0,6 %	LivretA+0,33 %
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %

La garantie de la Métropole est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Cette garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais, à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/28

Sur le rapport d'Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logis Méditerranée pour la construction de 13 logements sociaux à Roquevaire – Résidence Mauras

Pour mener à bien la construction de 13 logements sociaux à Roquevaire, à la résidence Mauras, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité ses partenaires bancaires et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a fait une proposition de prêt de 1 440 753 euros (un million quatre cent quarante mille sept-cent-cinquante-trois euros).

Pour permettre le déroulement de cette opération, la CDC a sollicité la caution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %. Il convient que la Métropole se prononce sur cette garantie d'emprunt.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.5111-4 et L.5216-1 et suivants ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de prêt n° 57870 en annexe signé entre la SA d'HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Ouï le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la garantie à hauteur de 100 % à la SA d'HLM Logis Méditerranée pour le remboursement d'un emprunt d'un montant maximum de 1 440 753 euros (un million quatre cent quarante mille sept-cent-cinquante-trois euros) constitué de 4 (quatre) lignes de prêt que la société se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques du prêt constitué de 4 lignes de prêt définies comme suit :

Ligne du prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	285 617 €	224 247 €	481 186 €	449 703 €
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt (phase de préfinancement)	0,55 %	1,08 %	1,35 %	1,08 %
Durée d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Taux d'intérêt (phase d'amortissement)	Livret A-0,2 %	LivretA+0,33 %	LivretA+0,6 %	LivretA+0,33 %
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %

La garantie de la Métropole est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Cette garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais, à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/29

Sur le rapport de Pierre MINGAUD

**Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Façonéo –
Opération des Arcades à La Penne-sur-Huveaune**

Par délibération en date du 2 mars 2015, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 95.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de l'opération d'aménagement « les Arcades » à La Penne-sur-Huveaune, conformément aux dispositions de l'article 23-1-4 de la concession d'aménagement confiée à la SPL Façonéo, à cet effet, et à l'article L.1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les travaux d'aménagement ont été réalisés, les permis de construire ont été déposés fin 2016 et les cessions foncières seront finalisées courant 2017. Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 2 à la convention.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et l'article L.1523-2 et 4 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- L'article 23-1-4 du traité de concession d'aménagement signé le 24 juillet 2014 ;
- La délibération n°16-0614 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 30 juin 2014, approuvant le projet de traité de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SPL Façonéo ;
- La délibération n° 18-0315 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 2 mars 2015 autorisant, à la SPL Façonéo, une avance de trésorerie de 95.000 € ;
- Le projet d'avenant n° 2 annexé à la présente ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- L'état d'avancement du dossier et notamment que la finalisation des cessions foncières devrait intervenir courant 2017, il convient de reconduire l'avance de trésorerie consentie à la SPL Façonéo.

Où il le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la reconduction de l'avance de trésorerie, dont le montant est de 95.000 € versée à la SPL FAÇONEO au titre des dispositions de la concession d'aménagement du projet des Arcades pour l'exercice 2017 et au projet l'avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie annexée à la présente.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/29

Sur le rapport de Pierre MINGAUD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logis Méditerranée pour la construction de 13 logements sociaux à Roquevaire – Résidence Mauras

Par délibération en date du 2 mars 2015, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 95.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de l'opération d'aménagement « les Arcades » à La Penne-sur-Huveaune, conformément aux dispositions de l'article 23-1-4 de la concession d'aménagement confiée à la SPL Façonéo, à cet effet, et à l'article L. 1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les travaux d'aménagement ont été réalisés, les permis de construire ont été déposés fin 2016 et les cessions foncières seront finalisées courant 2017. Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 2 à la convention.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et l'article L.1523-2 et 4 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- L'article 23-1-4 du traité de concession d'aménagement signé le 24 juillet 2014 ;
- La délibération n°16-0614 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 30 juin 2014, approuvant le projet de traité de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SPL Façonéo ;
- La délibération n° 18-0315 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 2 mars 2015 autorisant, à la SPL Façonéo, une avance de trésorerie de 95.000 € ;
- Le projet d'avenant n° 2 annexé à la présente ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- L'état d'avancement du dossier et notamment que la finalisation des cessions foncières devrait intervenir courant 2017, il convient de reconduire l'avance de trésorerie consentie à la SPL Façonéo.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la reconduction de l'avance de trésorerie, dont le montant est de 95.000 € versée à la SPL FAÇONEO au titre des dispositions de la concession d'aménagement du projet des Arcades pour l'exercice 2017 et au projet l'avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie annexée à la présente.

AVIS FAVORABLE
1 abstention : Joëlle MELIN



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire
Sylvia BARTHELEMY

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/30

Sur le rapport d'André JULLIEN

Approbation de l'avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Façonéo – Zone d'Aménagement Concerté de la Chapelle à La Bouilladisse

Par délibération n° 7-0214 en date du 26 février 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 171.000 euros à la SPL Façonéo afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de la ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse conformément aux dispositions de l'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Chapelle, signée avec la SPL Façonéo et à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par délibération n° 6-1115 du 30 novembre 2015, le Conseil communautaire a complété l'avance avec un montant de 153 000 euros portant l'avance globale de trésorerie à 324 000 euros.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, des dépenses engagées par l'aménageur (études notamment) et de la nécessité de recourir à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour assurer la maîtrise de l'assiette foncière du projet, l'enquête publique devrait être conduite en 2017, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire cette avance, d'un montant de 324 000 euros, et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 4 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et L.1523-2, 4° ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L.300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n° 12-1213 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 12 décembre 2013 approuvant le projet de traité de concession d'aménagement pour la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse entre la Communauté d'agglomération et la SPL FAÇONÉO ;
- L'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement pour la ZAC de La Chapelle signé le 22 janvier 2014 ;
- La délibération n° 6-1115 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 30 novembre 2015 accordant une avance de trésorerie complémentaire à la SPL Façonéo ;
- Le projet d'avenant n°4 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- L'avancement de l'opération, les dépenses engagées et la nécessité de recourir à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour assurer la maîtrise de l'assiette foncière du projet, il convient de reconduire l'avance de trésorerie à la SPL Façonéo.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la reconduction de l'avance de trésorerie d'un montant de 324 000 € versée à la SPL FAÇONEO au titre de la concession d'aménagement de la ZAC de La Bouilladisse pour l'exercice 2017 et au projet d'avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie.

AVIS FAVORABLE
1 abstention : Joëlle MELIN



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/31

Sur le rapport de Bernard DESTROST

Approbation de l'avenant n° 7 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo – Zone d'Aménagement Concerté des Vigneaux à Cuges-les-Pins

Par délibération n° 16-0310 en date du 24 mars 2010, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 300.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins, conformément aux dispositions de l'article 16 de la concession d'aménagement confiée à la SAEMPA, à cet effet, et à l'article L.1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM Façonéo.

Les études ont été réalisées, les dossiers de création et de réalisation de la ZAC ont été approuvés, et le foncier a été acquis par l'aménageur.

Plusieurs facteurs ont entraîné un décalage important dans le planning prévisionnel de l'opération :

- La réalisation de fouilles archéologiques (2013), de la nécessaire modification des dossiers de création et de réalisation de la ZAC (2015) pour prendre acte d'une évolution de programme pour notamment contribuer plus fortement à la production de logement social, la commune étant carencée au titre de loi SRU ;
- L'annulation du PLU qui a retardé la délivrance de permis de construire.

Les travaux d'aménagement ont été finalisés, cependant la cession des trois premiers lots ne pourra intervenir que courant 2017.

L'ensemble de ces éléments conduisent à un déficit en trésorerie de l'opération à hauteur de 500 000 €. Le plan prévisionnel de trésorerie faisant apparaître le besoin supplémentaire en trésorerie est annexé au projet d'avenant n° 7 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2017, de compléter l'avance de trésorerie consentie à la SEM Façonéo et de porter cette avance à 800 000 € au total et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 7 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et L.1523-2 et 4 ;
- Les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 7-0609 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 3 juin 2009, approuvant le projet de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- La délibération n° 16-0310 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 3 juin 2009, approuvant le projet de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- L'article 16 de la concession d'aménagement signée le 22 septembre 2009 ;
- La délibération n° 16-0310 du 24 mars 2010 autorisant, à la SAEMPA, une avance de trésorerie de 300.000 € et le projet de convention s'y rapportant ;
- Le plan prévisionnel de trésorerie de l'opération actualisé au 1^{er} décembre 2016 faisant apparaître le besoin supplémentaire en trésorerie ;
- Le projet d'avenant n° 7 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe présentant le plan prévisionnel de trésorerie de l'opération actualisé au 1^{er} décembre 2016 ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- Le décalage du planning prévisionnel de l'opération et le décalage induit entre les dépenses et les recettes perçues par l'aménageur, fait apparaître un déficit de trésorerie pour la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins d'un montant de 500 000 €.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE**Article 1 :**

De donner un avis favorable sur l'attribution d'une avance complémentaire de 500 000 € à la SEM Façonéo au titre de la concession d'aménagement de la ZAC des Vigneaux, portant ainsi l'avance de trésorerie à 800 000 € au total pour l'exercice 2017.

Article 2 :

De donner un avis favorable à l'avenant n° 7 à la convention d'avance de trésorerie annexé à la présente et d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à signer l'avenant n° 7 à la convention d'avance de trésorerie correspondant avec la SEM FAÇONEO.

AVIS FAVORABLE
1 contre : Joëlle MELIN

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/32

Sur le rapport de Jeannine LEVASSEUR

Approbation de l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo – Zone d'activités Napollon/Baronettes à Aubagne

Par délibération n° 14-1008 en date du 1^{er} octobre 2008, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 500.000 € afin de contribuer au financement en besoin de trésorerie de l'opération d'aménagement de la zone d'activités Napollon/Baronettes à Aubagne, conformément aux dispositions de l'article 19 de la convention d'aménagement confiée à la SAEMPA, et à l'article L.1523-2, 4^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM Façonéo.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, et notamment que les cessions foncières devraient être finalisées en 2017, il convient pour l'exercice 2017, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et L.1523-2 et 4 ;
- Les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 27-0603 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 juin 2003, approuvant le projet de convention d'aménagement entre la communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- L'article 19 de la convention d'aménagement signée le 15 juillet 2003 ;
- La délibération n° 14-1008 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 1er octobre 2008 autorisant à la SAEMPA une avance de trésorerie de 500.000 € et le projet de convention s'y rapportant ;
- Le projet d'avenant n° 9 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- Que les cessions foncières devraient être finalisées en 2017, il convient donc de reconduire l'avance de trésorerie sur l'exercice 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la reconduction de l'avance de trésorerie, dont le montant est de 500.000 € à la SEM FAÇONEO au titre de la convention d'aménagement de la Zone d'Activités Napollon/Baronnets pour l'exercice 2017.

Article 2 :

De donner un avis favorable au projet d'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie et d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 9 la convention d'avance de trésorerie avec la SEM FAÇONEO.

AVIS FAVORABLE
1 contre : Joëlle MELIN

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/33

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation de l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo pour l'extension de la zone des Paluds à Aubagne

Par délibération n° 16-0302 en date du 20 mars 2002, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'extension de la Zone d'Activités des Paluds à Aubagne à la SAEMPA, selon les stipulations d'une convention d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM Façonéo.

Aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la possibilité du versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la Communauté d'agglomération à la SEM FAÇONÉO, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la convention d'aménagement précitée.

Par délibération n° 16-1008 en date du 1^{er} octobre 2008 le Conseil communautaire a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 400 000 €, par délibération n° 11-1210 en date du 15 décembre 2010, le Conseil communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 800 000 € et par délibération n° 5-0214 en date du 26 février 2014 le Conseil communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 880 000 € afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de l'opération.

Compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1521-1 et suivants et L.1523-2, 4° ;
- Les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 16-0302 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 20 mars 2002 approuvant le projet de convention d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- L'article 17 de la convention d'aménagement ;
- La délibération n° 5-0214 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 26 février 2014 accordant une avance de trésorerie à la SEM Façonéo d'un montant de 880 000 € ;
- Le projet d'avenant n° 9 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- Que compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2017, de reconduire l'avance de trésorerie consentie à la SEM Façonéo.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la reconduction de l'avance de trésorerie à 880.000 € versée à la SEM Façonéo au titre de la convention d'aménagement pour l'extension de la zone d'activités des Paluds pour l'exercice 2017.

Article 2 :

De donner un avis favorable projet d'avenant n° 9 à la convention d'avance temporaire de trésorerie, et d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie correspondante avec la SEM FAÇONÉO.

AVIS FAVORABLE

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/34

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière avec l'Etablissement Public Foncier PACA pour la zone d'activités économiques des Paluds à Aubagne

Par convention signée en décembre 2015, la ville d'Aubagne, l'ex Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et l'EPF PACA ont convenu d'intervenir sur la Zone d'Activités Economiques (ZAE) des Paluds, avec pour objectif la requalification et le renforcement de l'activité économique productive. En effet, cette zone d'activités majeure et très recherchée, comptant 600 entreprises et 6 000 emplois, n'offre plus les conditions d'accueil permettant de pérenniser et d'attirer des activités productives et qualitatives (mitage commercial, absence de disponibilités foncières...).

L'Etablissement Public Foncier PACA (EPF), en collaboration avec ses partenaires, a réalisé une analyse portant à la fois sur la structure foncière de la ZAE et sur les différentes contraintes conditionnant sa requalification. Il ressort de ces premiers éléments que cette zone subit l'influence de deux facteurs : une captivité du marché qui engendre une pression foncière importante et les prescriptions liées au risque inondation qui figent la zone et son immobilier dans leurs évolutions. Or, la faible vacance, les prix de marchés anormalement hauts et les contraintes importantes en termes de reconstruction, freinent à la fois la collectivité dans ses capacités d'interventions opérationnelles, mais aussi les différentes entreprises dans leurs parcours et la poursuite de leur expansion.

L'une des clefs de la requalification de ce territoire économique réside donc dans la capacité à mobiliser du foncier en libérant et en réhabilitant des biens occupés, ce qui permettra également de fluidifier le parcours résidentiel des entreprises. A cette fin, il semble opportun de créer une offre foncière nouvelle pour favoriser des opérations tiroirs notamment.

Aussi, afin d'apporter une réponse opérationnelle à court terme aux contraintes qui freinent la maîtrise foncière et les capacités de renouvellement de la zone des Paluds, il est proposé d'élargir le périmètre d'intervention de la convention, et d'autoriser l'EPF PACA à agir sur le secteur à vocation économique de Napollon. Localisé à environ 3 km au Nord de la zone des Paluds, ce site classé à vocation économique dans le plan local d'urbanisme de la commune d'Aubagne approuvé le 22 novembre 2016, est peu impacté par le risque inondation. Par ailleurs il présente des capacités constructives résiduelles et permet d'envisager la réalisation d'opérations tiroirs dans un tissu économique constitué. Par ailleurs, le secteur de Napollon se situe en bordure de Voie de Valdonne, assurant ainsi une capacité de desserte par un TCSP performant dans les prochaines années.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017 ;
- Le projet d'avenant N° 1 annexé à la présente.

Considérant

- Que les contraintes liées à l'inondabilité de la zone des Paluds qui complexifient les possibilités de requalification permettent de libérer du foncier ;
- Les potentialités foncières du secteur de Napollon ;
- L'objectif de production de foncier à vocation économique.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable aux dispositions prévues par l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière conclue avec l'EPF PACA et la commune d'Aubagne sur la ZAE des Paluds.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/35

Sur le rapport de Michel LAN

Avis sur le projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de La Destrousse

Par délibération du 9 avril 2015, le Conseil municipal de La Destrousse a engagé une procédure de révision allégée de son PLU ayant pour objet :

- La mise en compatibilité du PLU avec le SCOT approuvé postérieurement au PLU, ainsi qu'avec les documents et normes de niveau supérieur et notamment le Grenelle de l'environnement et la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La réalisation du diagnostic environnemental et écologique en conformité avec le Grenelle de l'environnement ;

- La prise en compte des risques, notamment du risque inondation suite aux dernières études hydrauliques qui ont été réalisées par l'Etat, avec l'insertion dans les annexes du Porter à connaissance de l'Etat concernant l'aléa inondation ;
- L'actualisation de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) «Cœur de ville» afin tenir compte de l'évolution du projet suite à la réalisation des études d'aménagement ;
- Des corrections d'erreurs matérielles concernant le zonage, notamment celles touchant à des réductions de zones naturelles équipées qui auraient dû être classées en zones urbaines.

La commune a saisi la Métropole pour avis par courrier reçu le 19 décembre 2016, suite à l'arrêt du projet de révision allégée, approuvé lors du Conseil municipal du 8 décembre 2016.

Le projet de révision allégée présenté complète le PLU, approuvé le 12 avril 2013, avec notamment les éléments suivants :

- La réalisation d'un diagnostic environnemental permettant de qualifier les enjeux environnementaux et d'identifier la trame verte et bleu de la commune, ce qui a conduit la commune à mettre en place les outils réglementaires assurant à leur protection (zonage naturel et agricole, réduction de l'emprise au sol des bâtiments, coefficient d'imperméabilisation) ;
- L'adaptation des règles d'urbanisme permettant d'encadrer le développement urbain (marge de recul, emprise au sol etc...) de la commune suite à l'entrée en vigueur de la loi Alur (suppression du COS et de la taille minimum de parcelle notamment) comme la commune l'avait envisagé lors de l'approbation de son PLU en 2013 ;
- L'encadrement des droits à construire dans la zone agricole pour les constructions destinées au logement (90 m² de surface de plancher au lieu de 170 m²) ;
- La mise à jour de l'OAP « Cœur de ville » qui traduit les évolutions programmatiques du projet suite à la réalisation des études de faisabilité conduites en partenariat avec l'EPF PACA et à la prise en compte de l'aléa inondation porté à connaissance de la commune en novembre 2014.

Les modifications apportées dans le cadre de cette révision allégée sont de nature à améliorer la prise en compte du contexte supra communale et à affiner certaines dispositions du SCOT en matière environnementale et agricole. Elle permet également de poursuivre la production de logement tel que fixée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU approuvé en 2013.

Au vu de qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017 ;
- Le projet arrêté de révision allégée du PLU de la Destrousse ;
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé le 18 décembre 2013.

Considérant

- Que le projet de révision allégée du PLU de la Destrousse contribue à l'amélioration de la prise en compte des enjeux environnementaux et agricoles inscrits au SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- Que le projet de révision allégée du PLU contribue à poursuivre la réalisation des objectifs démographiques de la commune.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable au projet de révision allégée du PLU de La Destrousse.

AVIS FAVORABLE

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/36

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation d'un mandat d'études avec la SOLEAM pour l'aménagement du Bras d'Or à Aubagne

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, il a été approuvé la création d'une opération et l'affectation d'une autorisation de programme pour un Aménagement en interface avec la vallée de l'Huveaune sur la commune d'Aubagne.

Le champ d'intervention consiste en une restructuration du secteur du « Bras d'or », véritable zone de rotule urbaine entre l'axe de la vallée de l'Huveaune et le centre-ville d'Aubagne, qui apparaît indispensable au fonctionnement de l'ensemble.

Ce site constitué par divers équipements vieillissants et isolé du fonctionnement du centre devrait être réorganisé via une opération d'aménagement L.300-1 du Code de l'Urbanisme pour la mise en œuvre d'un projet urbain qui pourra accueillir à terme, des équipements nécessaires au fonctionnement du secteur avec un rayonnement supra communal voire métropolitain avec notamment :

- des équipements publics ;
- des logements et Hôtellerie ;
- des commerces.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment les articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du Code de l'Urbanisme, il était envisagé de concéder la réalisation de cette opération à la SOLEAM. Parallèlement la DDTM a élaboré un plan de prévention de risques inondation.

Les hypothèses prises pour la réalisation de l'opération de restructuration du site du Bras D'Or à Aubagne, ne sont plus en adéquation avec les nouvelles contraintes réglementaires.

Ainsi il convient d'appliquer une nouvelle analyse de ce secteur dans toutes ses composantes y compris Hydraulique.

Il est donc envisagé de passer à la SOLEAM un mandat d'étude pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, afin d'en dégager des potentialités urbaines techniques et financières avec d'éventuelles mesures compensatoires, et dans un second temps des études pré-opérationnelles sur les bases du rendu des études hydrauliques.

Le mandat prévoit une enveloppe financière pour chaque phase d'étude externalisée de la mission.

- Valeur 1 : Etude hydrauliques : 50 000 Euros HT
- Valeur 2 : Etude pré-opérationnelle : 50 000 Euros HT.

La rémunération globale de la SOLEAM est de 30 000 Euros HT dont 5 000 euros d'études foncière sur le secteur.

Ces études permettront un cadrage global du site du Bras d'Or à Aubagne et d'en dégager ses potentialités d'Aménagement.

Au vu de qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016 portant sur l'opération d'aménagement en interface – Vallée de l'Huveaune – Commune d'Aubagne – Création d'une opération d'aménagement et affectation de l'autorisation de programme ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- Qu'il convient d'accompagner le développement de la Vallée de l'Huveaune et son interface avec la commune d'Aubagne.

Oùï le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'approbation d'un mandat d'études avec la Soleam pour l'aménagement du Bras d'Or sur la commune d'Aubagne.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



**EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DU TERRITOIRE
DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE**

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémï MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/37

Sur le rapport de Pierre COULOMB

Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de financement des études d'avant-projet détaillé, projet et des travaux de réalisation dans le cadre du Pôle d'Echanges multimodal d'Aubagne

Le pôle d'échanges d'Aubagne est un équipement majeur du réseau de transport du Territoire de l'aire métropolitaine marseillaise qui rassemble les principaux services de mobilité : la ligne TER Marseille – Toulon, les lignes de cars métropolitains à destination de Marseille, Aix-en-Provence, La Ciotat, le réseau urbain « Les Lignes de l'Agglo » et un parking de 200 places.

La réalisation du projet Val'Tram nécessite la démolition du bâtiment « Point Accueil », qui assure les fonctions de billetterie/information voyageur des services de transports métropolitains. Il est proposé de relocaliser ses fonctions à l'intérieur du bâtiment voyageur gare, dans une approche multimodale « train/car/bus ».

Aussi, l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la SNCF, la ville d'Aubagne et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont décidé de poursuivre les travaux d'aménagement de la gare d'Aubagne en vue d'améliorer le service rendu à l'usager. Une convention de financement des études d'avant-projet détaillé, projet et des travaux de réalisation a été votée au dernier trimestre 2015, dont le programme comprend les éléments suivants :

- La création d'une coque commerciale pour la boutique du quotidien ;
- La reprise de l'espace de vente existant ;
- La création d'un local de repos pour les chauffeurs de la gare routière ;
- Le réaménagement complet du hall d'accueil, avec la reprise de la signalétique fixe de la gare et l'installation d'un afficheur dynamique ;
- La mise en accessibilité du bâtiment avec mise en place de portes automatiques et de balises sonores de localisation sur le parvis et l'espace de vente et l'amélioration de l'éclairage du hall ;
- La création d'un bureau pour l'agent d'escalier.

Le coût de cette opération est estimé à 868 000 € HT. La convention initiale prévoyait le plan de financement suivant :

- SNCF Gare & Connexion à hauteur de 75 200 € HT ;
- SNCF DDTER à hauteur de 72 400 € HT ;
- un financement FEDER demandé à hauteur de 369 000 € HT ;
- la Région PACA à hauteur de 267 550 € HT ;
- la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 83 850 € HT.

La présente délibération propose la révision du plan de financement des partenaires. La subvention FEDER obtenue lors en octobre 2016 est au final de 315 000 €. Le delta financier, soit 54 000 €, est à répartir entre la Région PACA à hauteur de 42 950 € et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 11 050 €.

Le nouveau plan de financement est le suivant :

- SNCF Gare & Connexion à hauteur de 75 200 € HT ;
- SNCF DDTER à hauteur de 72 400 € HT ;
- Financement FEDER obtenu de 315 000 € HT ;
- Le Conseil Régional PACA à hauteur de 310 500 € HT ;
- La Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 94 900 € HT.

La réalisation de ces aménagements est prévue pour la fin de l'année 2017.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n° 82-1153 d'orientation des Transports Intérieurs du 30 décembre 1982 ;

- Les lois sur le handicap, n° 75-534 du 30 juin 1975, n° 2005-102 du 11 février 2005 et n° 015-988 du 5 août 2015 ;
- La loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et ses décrets d'application ;
- La compétence en matière de transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de financement des études d'avant-projet détaillé, projet et des travaux de réalisation en gare d'Aubagne entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la ville d'Aubagne et la SNCF ;
- Le projet d'avenant n° 1 à cette convention de financement ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- Que les travaux du bâtiment voyageur en gare d'Aubagne sont nécessaires, notamment dans le cadre de la réalisation du projet Val'Tram ;
- Qu'il convient d'ajuster le plan de financement avec le montant exact de la subvention FEDER.

Ouï le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'avenant n° 1 à la convention de financement des études d'avant-projet détaillé, projet et des travaux de réalisation en gare d'Aubagne entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la ville d'Aubagne et la SNCF, annexé à la présente délibération.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Joëlle MELIN

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/38

Sur le rapport de Pierre COULOMB

Approbation de la Charte du Label Autopartage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Les caractéristiques du Territoire ont favorisé un développement urbain selon un processus de diffusion résidentiel et économique, encouragé par le développement du réseau routier et autoroutier. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence se caractérise ainsi par un polycentrisme, organisé autour de multiples pôles de vie qui génèrent d'importants flux de mobilités sur l'ensemble de son territoire. La très forte dépendance à l'automobile, constatée, implique d'apporter des réponses spécifiques en termes de mobilité.

Parmi l'ensemble des actions inscrites à l'Agenda figure le développement de l'autopartage. Ce dernier permet d'offrir à la population des réponses pertinentes à ses besoins diversifiés de déplacements. En effet, si l'objectif de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine est de limiter la place de la voiture au profit des autres modes de déplacements (transports en commun, vélo...), cette dernière conserve son utilité sur certains trajets. C'est pourquoi il convient d'avoir une approche différente dans l'usage qui est fait de la voiture pour les mobilités quotidiennes. L'autopartage peut ainsi permettre une démotorisation des ménages grâce à l'abandon ou la non acquisition d'un véhicule. L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine fixe comme objectif le déploiement de 1000 véhicules électriques en autopartage répartis sur 25 communes. Il s'agit de mailler progressivement les principaux centres villes et pôle d'échanges multimodaux du territoire.

L'autopartage est un service de location de véhicules de courte durée, disponible 24h/24h, 7j/7j et accessible moyennant un abonnement, permettant de satisfaire des déplacements de courte durée et occasionnels. Il est destiné aux particuliers, aux entreprises et aux administrations.

Ce service peut plus particulièrement concerner :

- les ménages multimotorisés, dont la deuxième ou troisième voiture sert peu et qui ont un intérêt économique à utiliser l'autopartage ;
- les professionnels, entreprises, administrations, associations, en remplacement partiel ou total de leur flotte de véhicules ;
- les habitants des quartiers périphériques peu desservis par les transports en commun qui ont besoin d'effectuer un déplacement occasionnel et ponctuel (premier et dernier kilomètres);
- les habitants motorisés des quartiers denses, où les contraintes de stationnement sont importantes ;
- les usagers non motorisés, usagers des transports en commun ayant besoin d'un véhicule pour certains déplacements ponctuels.

Pour la Métropole, l'autopartage présente des enjeux importants et représente un outil de régulation de l'usage de l'automobile.

Conformément au Plan de Protection de l'Atmosphère arrêté le 17 mai 2013 qui vise une réduction de 10% des émissions de Nox, PM10 et PM2 sur le territoire des Bouches-du-Rhône, la Métropole souhaite encourager les systèmes d'autopartage.

La Métropole souhaite également promouvoir et encourager le développement de l'électromobilité et les mobilités propres ; l'autopartage représente un bon vecteur de diffusion de ces mobilités plus respectueuses de l'environnement.

Le label autopartage métropolitain est adossé à des exigences de services auxquelles les opérateurs devront répondre comme la mise en œuvre d'abonnements, d'une tarification adaptée, la mise à disposition de véhicules 24h/24 et 7j/7 et la création de stations d'autopartage spécifiques et aussi des obligations décrites dans la charte annexée au présent rapport.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2012-280 du 28 février 2012, modifié par le décret n° 2012-1196 du 26 octobre 2012 relatif au label autopartage ;
- L'article 52 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite MAPTAM, a modifié la notion d'autopartage, définie par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle II ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 28 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 27 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 29 mars 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017.

Considérant

- L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé le 15 décembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la charte du label Autopartage métropolitain ci-annexée.

AVIS FAVORABLE

Certifié Conforme

La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY



EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/39

Sur le rapport de Pierre COULOMB

Attribution d'une subvention à l'association Mobilitéées et approbation d'une convention d'objectifs

L'association Mobilitéées, créée fin 2012, a pour objectif la mise en œuvre du Plan de Déplacement Inter-Entreprises (PDIE), élaboré collectivement avec les associations de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, la Zone d'Activités de la Plaine de Jouques sur Gémenos et la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne qui représente le bassin d'activités le plus important du Territoire avec 12 000 salariés.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et d'anticiper sur les démarches individuelles des entreprises soumises à l'obligation d'un Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE), le rôle de l'association doit permettre :

- De favoriser le report modal vers les transports en commun et les modes de déplacement alternatifs pour les salariés, les clients et les visiteurs des entreprises et des établissements situés dans le secteur considéré ;
- D'améliorer l'organisation et la sécurité des déplacements des personnes sur ce secteur.

Afin de consolider les résultats plus que satisfaisant obtenu depuis 2012 et de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, il convient d'apporter une aide de 13.000€ à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 et L.2122-3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017,

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association pour l'animation et le suivi du Plan de Déplacement Inter-Entreprise ;
- La convention ci-annexée.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la convention d'objectifs d'un montant de 13.000 €.

AVIS FAVORABLE



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/40

Sur le rapport de Michel LAN

Adoption de la décision modificative n° 1 de 2017 au budget annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le budget primitif 2017 du budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a été présenté lors du Conseil de Territoire du 30 novembre 2016 et adopté par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

La décision modificative n° 1 de l'exercice 2017 du budget annexe Assainissement intègre des modifications de chapitre à chapitre.

Elle est équilibrée en dépenses et en recettes comme suit :

Fonctionnement	1 340.000,00 €
Investissement	0,00 €

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- Le projet de budget primitif 2017 du budget annexe Assainissement ;
- Le projet de décision modificative n° 1 de 2017 du budget annexe Assainissement ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- Qu'il s'avère nécessaire d'adopter une décision modificative pour l'exercice 2017 pour le budget annexe Assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'adoption de la décision modificative N° 1 de 2017 du budget annexe Assainissement.

**AVIS FAVORABLE
1 contre : Joëlle MELIN**



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DU TERRITOIRE
DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE**

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/41

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Création et affectation d'une autorisation de programme pour le projet d'investissement de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) consiste en la réalisation d'une ligne dédiée au bus entre la commune d'Aubagne et la zone industrielle des Paluds à Aubagne.

Le projet de BHNS répond à plusieurs enjeux présentés ci-dessous :

- Offrir une meilleure desserte du Territoire en desservant la zone industrielle des Paluds située entre la commune d'Aubagne et la commune de Gémenos ;
- Développer l'accessibilité aux arrêts de bus et l'intermodalité ;
- Favoriser l'écomobilité en limitant les conflits d'usage et en créant des itinéraires pour favoriser les modes doux ;
- Améliorer la qualité de vie grâce à des désengorgements des axes routiers du Territoire, la qualité de l'air (avec une diminution de la part relative de la route dans les transports quotidiens), diminuer les nuisances sonores liées aux trafics routiers ;
- Réaménager et améliorer la qualité de l'espace public ;
- Garantir une forme de gain et une performance pour les utilisateurs ;
- Mutualiser la ligne avec d'autres lignes de transports ;
- Amener une interconnexion en cohérence avec le projet Val'TRAM.

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Cette procédure permet à la Métropole de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

L'ordonnance du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés et son décret N° 2005-1661 du 27 décembre 2005 traitent assez largement des dispositifs de gestion pluriannuelle en modifiant substantiellement les dispositions antérieures. Le décret précise, dans son article 4, qu'en application de l'article L.2311-3, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme et la section de fonctionnement des autorisations d'engagement.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Métropole ou à des subventions versées à des tiers.

Les dépenses seront équilibrées par les recettes suivantes : subventions et fonds propres.

Les crédits de paiement non utilisés une année devront être repris l'année suivante par délibération du Conseil de la Métropole au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.

Toute autre modification de ces AP/CP se fera aussi par délibération du Conseil de la Métropole.
 Dans le cadre du vote du budget primitif 2017 du budget annexe des transports, il convient de créer et d'affecter une autorisation de programme n° 174490TP pour un montant de 23.760.000,00 € TTC pour le projet d'investissement de BHNS du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- La nécessité de répartir les crédits de paiements correspondants sur les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la création et l'affectation d'une autorisation de programme n° 174490TP pour un montant de 23.760.000,00 € TTC relative au le projet d'investissement de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

AVIS FAVORABLE

1 non-participation au vote : Serge PEROTTINO

2 abstentions : Stéphanie HARKANE, Patrick ARNOUX

16 contres : Pierre MINGAUD, Yves MESNARD, Rémi MARCENGO, André JULLIEN, Magali GIOVANNANGELI, Daniel FONTAINE, Denis GRANDJEAN, Hélène LUNETTA, Muriel HENRY, Monique RAVEL, Sylvie FANEGO, Maurice CAPEL, Antoine DI CIACCIO, Dominique HONETZY, Christiane PETETIN, Patrick PIN



Certifié Conforme
 La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DU TERRITOIRE
DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE**

Séance du 27 mars 2017

Le 27 mars 2017 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Patrick ARNOUX ; Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Pierre COULOMB ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Bernard DESTROST ; Antoine DI CIACCIO ; Sylvie FANEGO ; Bruno FOTI ; Julie GABRIEL ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Danièle GIRAUD ; Alain GREGOIRE ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; Michel LAN ; Jean-Marie LEONARDIS ; France LEROY ; Jeannine LEVASSEUR ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Joëlle MELIN ; Danielle MENET ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLE ; Pierre MINGAUD ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Vincent RUSCONI ; Giovanni SCHIPANI ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Daniel FONTAINE représenté par Dominique HONETZY
Hélène TRIC représenté par Marie-Hélène ARFI-BONGIOVANNI
Hélène LUNETTA représentée par Monique RAVEL
Mohammed SALEM représenté par Vincent RUSCONI
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Magali GIOVANNANGELI représentée par Antoine DI CIACCIO
Denis GRANDJEAN représenté par Muriel HENRY
Christophe SZABO DE EDELENYI représenté par Alain BOUTBOUL
Sophie ARTARIA-AMARANTINIS représentée par Danielle MENET
Laurent COLOMBANI représenté par Alain GREGOIRE

CT4/270317/42

Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS

Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour le réaménagement du stade sur la commune de Peypin

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaménager le stade de Peypin, situé quartier Bedelin, Auberge Neveu, s'agissant d'un équipement communautaire.

Ce réaménagement consiste en la transformation de la surface stabilisée du terrain de football existant en un terrain en gazon synthétique, avec la reprise de toutes les clôtures ainsi que la remise en état des vestiaires/sanitaires et des tribunes. Un bassin de rétention doit également être créé en bout de terrain.

Pour ce faire, suite à la réalisation des études de faisabilités, ont été engagées des études projets, laissant apparaître des écarts non négligeables entre les résultats obtenus, entraînant une réévaluation des besoins et par conséquent un surcoût du projet.

Mais également, il est à noter que suite au démarrage des travaux sur la plateforme, ainsi qu'aux essais réglementaires de portance du sol, les résultats se sont avérés bien en dessous de ceux attendus, n'offrant pas toutes les garanties de stabilité souhaitée.

Ainsi, une solution de renforcement de cette plateforme a donc été proposée, entraînant un second surcoût et un retard dans l'achèvement des travaux.

Il convient de réviser le montant de cette autorisation de programme n° 174150 BP et de réaffecter les crédits de paiement sur l'année 2017. Cette autorisation est comptabilisée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire (EST) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Cette procédure permet au Conseil de Territoire de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

L'ordonnance du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés et son décret N°2005-1661 du 27 décembre 2005 traitent assez largement des dispositifs de gestion pluriannuelle en modifiant substantiellement les dispositions antérieures. Le décret précise, dans son article 4, qu'en application de l'article L.2311-3, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme et la section de fonctionnement des autorisations d'engagement.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Métropole ou à des subventions versées à des tiers.

Les dépenses seront équilibrées par les recettes suivantes : subventions et fonds propres.

Les crédits de paiement non utilisés une année devront être repris l'année suivante par délibération du Conseil de la Métropole au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.

Toute autre modification de ces AP/CP se fera aussi par délibération du Conseil de la Métropole.

Dans le cadre du vote du budget primitif 2017 du budget de l'EST, il convient de réviser l'autorisation de programme n° 174150 BP pour un montant de 200.000,00 € TTC pour le projet d'investissement de réaménagement du stade de Peypin, ce qui porte le montant du projet à 1.000.000,00 € TTC.

Au vu de qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 14 mars 2017.

Considérant

- La nécessité de répartir les crédits de paiements correspondants sur l'exercice 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la révision de l'opération d'investissement n° 174150 BP pour un montant de 200.000,00 € TTC pour le projet de réaménagement du stade de Peypin. Le montant total de cette opération sera donc porté à 1.000.000,00 € TTC.

AVIS FAVORABLE



Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire
Sylvia BARTHELEMY